

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



1143<sup>e</sup>  
SÉANCE PLÉNIÈRE

Vendredi 5 octobre 1962,  
à 10 h 30

NEW YORK

## SOMMAIRE

### Point 9 de l'ordre du jour:

#### Discussion générale (suite)

Discours de M. Souleymane (Mauritanie) . . .	351
Discours de M. Shaha (Népal) . . . . .	361
Discours de M. de Lequerica (Espagne) . . .	364
Discours de M. Puplampu (Ghana) . . . . .	370
Intervention du représentant du Cambodge .	375

Président: M. Muhammad ZAFRULLA KHAN  
(Pakistan).

## POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

### Discussion générale (suite)

1. M. SOULEYMANE (Mauritanie): L'insigne honneur me revient, Monsieur le Président, de vous présenter, au nom de mon gouvernement et de ma délégation, nos plus cordiales félicitations pour votre brillante élection à la présidence de cette prestigieuse assemblée. Ce choix n'est que la consécration des qualités intellectuelles et humaines que tous ceux qui ont eu l'occasion de vous approcher se plaisent toujours à reconnaître. A l'amour de la religion vous ajoutez la science de l'esprit et le goût de la tolérance. Une fois de plus, nous nous félicitons de constater que votre élection est un hommage nouveau rendu aux pays du tiers monde.

2. L'Assemblée générale vient de proclamer l'admission, comme Membres de l'Organisation des Nations Unies [1122<sup>e</sup>me séance] de quatre nouveaux Etats amis qui viennent ainsi élargir le cercle de notre grande famille. Nous saisissons donc cette occasion pour souhaiter la bienvenue parmi nous au Rwanda, au Burundi, à la Jamaïque et à la Trinité et Tobago.

3. Il faut quand même reconnaître que, malgré les apparences, notre conscience reste troublée en raison des graves problèmes qui secouent en ce moment l'humanité. Comme tout le monde, nous sommes préoccupés au plus haut point par la tension et les rivalités qui dominent les rapports de ceux qui tiennent entre leurs mains le destin de notre planète. Nous sommes avides de paix, de cette paix qui est la condition essentielle de notre survie et de l'instauration d'un monde meilleur où le spectre de la catastrophe universelle sera à jamais écarté. Hélas! les faits et l'actualité politique s'acharnent à diminuer nos espoirs si légitimes. Au moment où une grande partie de l'humanité commence à sortir de la nuit coloniale et essaie de contribuer à l'établissement d'un ordre universel nouveau, une triste vérité lui fait substituer à l'ancien complexe de la servitude celui de la peur.

4. Les grandes puissances s'installent confortablement dans la guerre froide qui semble régir tous les problèmes internationaux contemporains. Il n'est pas une seule question, dans les relations internationales, qui ne soit pensée, par les grandes puissances, dans ce sinistre cadre.

5. Une des manifestations permanentes de la guerre froide est la course effrénée pour le perfectionnement des engins de destruction massive et la poursuite des essais nucléaires dont les auteurs parlent comme s'il s'agissait d'expériences bénignes de laboratoire.

6. La Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, qui se déroule depuis plusieurs mois à Genève, pouvait susciter quelque optimisme, car, pour une fois, nous croyions que les principaux protagonistes entendaient siéger pour arriver à des solutions concrètes. Malheureusement, force est de reconnaître qu'en dépit des efforts admirables déployés par les délégués des pays non engagés cette conférence n'a pas produit de résultats tangibles.

7. Les puissances nucléaires, agissant comme si elles admettaient le caractère inévitable d'une guerre, continuent la même politique qui consiste à fabriquer davantage d'armes de plus en plus perfectionnées et à concevoir les moyens de les faire parvenir à destination avec une effarante précision.

8. L'année dernière, le prétexte pour la reprise des essais nucléaires gravitait, en la circonstance, autour de la notion de moratoire. Les uns n'avaient pas respecté ledit moratoire, par conséquent les autres se sentaient libres de reprendre à leur tour leurs expériences; et les fautes des uns légitimant celles des autres, il ne leur restait plus qu'à continuer d'évoluer dans un cercle vicieux.

9. Cette année, on essaie de nous faire comprendre que les seules négociations sur le désarmement persistent en raison du désaccord sur les procédures de contrôle et les modalités de destruction des véhicules d'armes nucléaires.

10. La vérité réside dans le fait que nul accord ne saura jamais être réalisé si ceux qui disposent du pouvoir d'anéantir toute l'humanité, grâce à leurs arsenaux diaboliques, n'arrivent pas à se mettre d'accord sur un minimum de principes idéologiques qui les séparent fondamentalement. En effet, ce qui manque dans le dialogue des deux colosses, c'est, au fond, la confiance. Et cette confiance ne pourra régner que s'ils reconnaissent la possibilité de la coexistence de pays à structures politiques, économiques et sociales différentes, et qu'ils en fassent une règle d'action quotidienne. N'est-ce pas là une des meilleures illustrations du principe de la coexistence pacifique, prévu par la Charte de notre organisation et dont se réclament les uns et les autres?

11. Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies s'occupe de cette question vitale qu'est le

désarmement, sans jamais pouvoir atteindre de conclusions positives. Pourquoi ne pas convoquer, sous l'égide de notre organisation, une conférence mondiale, où tous les Etats seraient présents sans discrimination quelconque et quel que soit leur régime politique, pour examiner le problème du désarmement général et complet? Nous ne croyons pas qu'une condition aussi essentielle à la paix puisse être réglée par les seuls détenteurs d'engins nucléaires. La vie de toute l'humanité est menacée, et tous nous devons être associés pour favoriser le dialogue et peser du poids de la conscience universelle.

12. Cette menace perpétuelle à la paix nous fait saisir mieux encore notre importance, l'importance du tiers monde dans les affaires internationales. Mais nous savons aussi que, pour exercer l'influence qui nous revient et que tout semble confirmer, notre propre unité s'impose et apparaît chaque jour comme un impératif inévitable.

13. En République islamique de Mauritanie, nous avons bien conscience de cette vérité car nous l'avons vécue et nous la vivons encore à l'échelle de notre petit pays. Les leçons qui se dégagent de notre propre expérience nationale nous prouvent que l'unité est possible si la bonne foi et le respect règnent. Ayant réalisé à l'intérieur de notre pays l'unité nationale, grâce au désir des noirs et des blancs de vivre en commun et de lutter pour le même idéal, il était naturel que nous participions, à l'extérieur, à toute forme de regroupement dont le but direct ou indirect visait la réalisation de l'unité à l'échelle du continent africain. C'est pourquoi, dès sa création, l'Union africaine et malgache a trouvé en nous un ardent défenseur et un membre loyal.

14. Si nous sommes si fiers d'appartenir à l'Union africaine et malgache, c'est parce qu'à nos yeux elle représente le meilleur instrument de l'unité africaine. Avec ses organismes techniques — Organisation africaine et malgache de coopération économique, Union africaine et malgache des postes et télécommunications, Pacte de défense, société de transport "Air Afrique" — l'Union africaine et malgache constitue de nos jours l'une des rares organisations africaines disposant de possibilités aussi vastes et aussi réalistes.

15. Cette marche vers l'unité africaine s'annonce sous d'heureux présages depuis que le groupe de Monrovia et le groupe de Casablanca, laissant loin derrière eux tout ce qui pouvait les séparer, s'engagent maintenant dans la voie de la coopération nécessaire. Nul doute que le dialogue fraternel entre ces deux groupements aboutira à jeter les bases d'une unité bien comprise de notre continent, où la règle d'or sera le respect des souverainetés acquises et la recherche de formules originales de coopération et de coexistence.

16. Ma délégation saisit cette occasion pour saluer, au nom de mon gouvernement, tous les leaders africains qui ont déployé et continuent aujourd'hui de déployer d'inlassables efforts pour réunir autour d'une même table tous les chefs d'Etat d'Afrique. A ces apôtres de l'amitié, et spécialement à S. E. M. Sekou Touré, président de la République de Guinée, nous disons merci.

17. Dans cette recherche de l'unité pour la cause de la paix et de la collaboration internationale, les petits pays ou les pays sous-développés, comme on a maintenant coutume de les appeler, doivent organiser de

façon plus concrète leur solidarité et leur lutte dans les différents domaines qui nous préoccupent. Si les Etats du tiers monde tiennent à faire entendre leur voix plus fort et plus haut, s'ils désirent limiter les fâcheuses conséquences de la guerre froide et de ses variantes, et s'ils veulent jouer le rôle important qui leur revient, c'est qu'il est plus que jamais urgent de présenter un front uni et solidaire devant les deux géants dont les positions sur les problèmes de la paix et de la coexistence pacifique se cristallisent de plus en plus. Ma délégation demande instamment la tenue, dans les mois qui viennent, d'une autre conférence, comme la conférence historique tenue à Bandoung en 1955, et d'où sortira une charte sacrée du tiers monde.

18. Voilà plus de deux années, le 14 septembre 1960, que l'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)]. Certains Etats, fidèles à leur génie et inspirés par leurs traditions séculaires, ont compris les nécessités de notre siècle et ne nous ont pas déçus. Du haut de cette tribune, nous leur rendons un sincère hommage.

19. Nous sommes tout particulièrement reconnaissants à la France qui, dans le domaine de la décolonisation, a donné les premiers exemples à suivre. Sous l'inspiration libérale de son chef prestigieux, le président de Gaulle, ami de l'Afrique et admiré des Africains, la France a clos à jamais les annales du colonialisme. Elle a su faire œuvre de précurseur et devancer l'histoire pour organiser de nouveaux rapports de coopération et d'amitié avec ses anciennes colonies. Nous, qui n'avions jamais cessé de proclamer partout notre amitié sincère avec la France, amitié dont se réclament aujourd'hui ceux qui la vitupéraient, et nous avec elle, ne pouvons que nous réjouir de ses plus belles réalisations.

20. La situation dans certains territoires sous contrôle britannique nous préoccupe beaucoup. La Grande-Bretagne mérite à plus d'un titre notre admiration; c'est pourquoi nous espérons qu'elle trouvera les solutions adéquates pour répondre aux aspirations légitimes des autochtones des Rhodésies et du Nyassaland, épargnant ainsi à notre continent une nouvelle conflagration.

21. Que dire des puissances qui refusent encore de décoloniser et qui s'accrochent à leurs empires coloniaux en semant la haine et la destruction sur notre continent? C'est vers l'Angola martyr que vont toutes nos pensées. Le Portugal, dont tous les Etats faisant partie de l'Union africaine et malgache souhaitent l'expulsion, refuse systématiquement de se rendre à l'évidence et persévère dans l'organisation de massacres massifs en Angola, au Mozambique, en Guinée dite portugaise. Il est temps pour lui de sauver ses chances de normaliser ses futurs rapports avec une Afrique dont il a tant besoin.

22. Cette année encore, l'Afrique du Sud reste agrippée à sa politique rétrograde. A la conférence qui s'est tenue à Libreville, en septembre 1962, les chefs d'Etat de l'Union africaine et malgache ont préconisé son expulsion pure et simple de l'Organisation des Nations Unies, puisqu'elle continue à en bafouer les principes et qu'elle la traite avec un mépris souverain. L'Afrique du Sud, par son attitude à l'égard du Sud-Ouest africain, illustre une des formes les plus insensées du colonialisme annexionniste. Par ailleurs, il faut qu'elle prenne acte de l'indignation de l'Afrique entière pour la politique de ségrégation raciale qu'elle

a oyniquement adoptée comme principe fondamental. Il faut qu'elle réalise que la situation actuelle est le prélude à une des tragédies les plus oruelles qu'elle s'apprête à imposer à l'Afrique et au monde entier. Nous souhaitons qu'au cours de la présente session les sanctions les plus sévères lui soient infligées.

23. L'expulsion du Portugal et de l'Afrique du Sud de cette organisation n'aurait probablement que des effets symboliques et moraux, il faut bien le reconnaître. C'est pourquoi il serait certainement beaucoup plus efficace que les représentants de tous les pays africains se réunissent autour de la même table pour mettre au point l'organisation et les moyens concrets d'exécution d'un boycottage généralisé et complet de toutes les relations avec ces deux pays. Un organisme de structure minutieuse pourrait être ainsi créé afin d'assurer l'application franche et loyale de ce boycottage et d'articuler toutes les mesures de contrôle nécessaires.

24. Il devient par conséquent urgent de supprimer toutes les relations commerciales avec ces pays et d'interdire à leurs navires et à leurs avions l'accès de tous les ports et aéroports africains, et, au surplus, d'harmoniser nos efforts concertés, dans tous les domaines prévisibles et en fonction des possibilités nouvelles, pour parfaire cette politique d'isolement du Portugal et de l'Afrique du Sud.

25. Nous croyons fermement qu'en accordant, d'une part, une aide morale et matérielle précise à tous les territoires dits portugais — et dans l'immédiat à l'Angola — et, d'autre part, en organisant dans les faits le boycottage économique du Portugal et de l'Afrique du Sud des espoirs nouveaux naîtront dans le cœur de nos frères qui luttent pour leur dignité et leur libération.

26. La République islamique de Mauritanie se rangera toujours du côté des pays qui luttent pour leur libération totale et pour le respect de leur intégrité territoriale unanimement reconnue. Ce faisant, elle a toujours accordé son appui à une solution juste du problème congolais, solution qui, tout en tenant compte des intérêts des différentes provinces, assure l'unité et la souveraineté de ce pays frère. Point n'est besoin de souligner que nous accueillons avec satisfaction le plan élaboré par l'Organisation des Nations Unies en vue de régler la crise congolaise sur une base fédérale.

27. Cependant, nous sommes convaincus qu'une action rapide s'impose si l'on veut cette fois-ci que l'ordre s'établisse définitivement au Congo (Léopoldville). En effet, chaque aube nouvelle apporte la preuve que M. Tshombé fortifie et durcit ses positions sous l'inspiration notoire de ses amis rhodésiens, sud-africains et portugais. Il est déjà à craindre qu'après avoir été l'agent d'exécution d'intérêts financiers étrangers il ne devienne à son tour maître de ces mêmes intérêts et ne complique gravement la réalisation du projet proposé par le Secrétaire général, U Thant. Nous espérons que tous les moyens seront utilisés pour éliminer une fois pour toutes la sécession du Katanga, soit par la persuasion et les pressions, soit par la force, car c'est une condition nécessaire pour toute solution viable.

28. Comment ne pas élever, avant de terminer ce chapitre colonial, l'heureux dénouement de la guerre d'Algérie? C'est avec impatience que nous attendons d'accueillir dans cette enceinte les représentants d'un peuple qui a suscité l'admiration du monde entier et qui a écrit en lettres de sang l'une des plus

belles pages de la lutte anticolonialiste. C'est un motif de fierté et de réconfort pour nous, en République islamique de Mauritanie, car tout nous lie au peuple algérien: le voisinage, la race, la religion, la langue et par-dessus tout le même idéal. M. Moktar Ould Daddah, président de la République islamique de Mauritanie, ne déclarait-il pas, le 16 novembre 1961, à cette même tribune:

"Dès que mon pays a pu, grâce aux réformes opérées par la loi-cadre concernant l'autonomie de nos Etats, faire entendre sa voix, il a pris position en faveur du nationalisme algérien et préconisé, dans ce conflit qui oppose nos frères à nos amis, la voie de la négociation." [1056ème séance, par. 35.]

29. Cette attitude en ce qui concerne l'Algérie ne s'était pas manifestée par esprit de surenchère, mais parce qu'elle correspondait à nos sentiments les plus profonds. Est-il besoin de rappeler ici que la République islamique de Mauritanie a toujours refusé de participer à l'organisation commune des régions sahariennes, renonçant ainsi à un afflux substantiel d'investissements, de peur que cela ne puisse jeter le moindre doute sur le caractère purement algérien du Sahara?

30. Ainsi donc, il n'est que temps que l'Algérie reprenne la place de choix qui lui revient en Afrique. Par la qualité de ses hommes, l'importance de ses ressources et la réalité de son expérience, elle sera la mieux placée pour imprimer un style nouveau aux relations entre les Etats situés des deux côtés du Sahara et pour jouer le rôle prédominant qui lui appartient dans l'édification de l'unité africaine.

31. Notre attachement à l'Organisation des Nations Unies est profond. Nous estimons que tous les problèmes qui se posent à nous pourront trouver, ici, une solution juste. Aussi est-ce parce que nous sommes persuadés du rôle de cette organisation dans les affaires internationales que nous croyons nécessaire de démocratiser la Charte qui la régit.

32. En effet, depuis la Conférence de San Francisco<sup>1/</sup>, le nombre des Etats Membres a presque doublé et le contexte politique a considérablement évolué. Pour assurer à notre organisation un caractère universel encore plus accru, il convient de tenir compte des conditions mondiales nouvelles. Si les buts et les principes de l'Organisation demeurent fondamentaux et par conséquent intangibles, il n'en est pas de même des méthodes de travail et de la structure des différents rouages.

33. Il devient pressant de procéder aux réformes qui s'imposent et qui assureront une représentation juste de toutes les régions du monde et permettront de traiter efficacement tous les problèmes. En particulier, le Conseil de sécurité doit être débarrassé à jamais de la procédure injuste du veto. Le nombre de ses membres doit être très sensiblement augmenté et l'Afrique devra y bénéficier d'une représentation équitable.

34. Une étude attentive des règles qui gouvernent la fonction publique internationale doit être entreprise, sans délai, dans le cadre général de cette organisation, afin d'assurer là aussi à chaque pays le nombre de fonctionnaires auquel il a droit et la participation à la vie administrative.

<sup>1/</sup> Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale, tenue du 25 avril au 26 juin 1945.

35. Notre génération a la bonne fortune d'assister au processus historique qui consacre la naissance de nombreux Etats dont les peuples étaient jusqu'ici asservis et privés de toute existence internationale. Ce processus se poursuit aujourd'hui encore au grand bénéfice de la paix. Cependant, pour assurer une meilleure harmonie dans le monde, cette évolution politique dans le sens de la liquidation de toutes les séquelles coloniales doit engendrer les conditions immédiates d'un effort généralisé vers le progrès économique et la promotion sociale.

36. Les trois quarts de l'humanité végètent encore dans la faim et la misère alors que des ressources immenses sont gaspillées à des fins de destruction. Ainsi, aux différences politiques et idéologiques s'ajoutent les différences sociales et économiques qui accentuent la division du monde, en dressant une vaste barrière entre les pays industrialisés et les pays que l'on se plaît à nommer sous-développés. Pour remédier à cet état de choses, il est grand temps de repenser les mécanismes de l'aide aux pays qui tentent désespérément de bâtir leur économie.

37. Ceux qui ont l'avantage et même le devoir de venir en aide aux pays déshérités doivent se pénétrer des sentiments de solidarité nécessaires afin de dépolitiser leurs formules d'assistance. Trop souvent, certains programmes bilatéraux d'aide sont assortis de conditions politiques plus ou moins déguisées. On vante souvent les bienfaits de l'aide multilatérale. Mais souvent cette forme de coopération est rendue difficile en raison de certaines divisions tacites en zones d'influence économique. Dans leur hâte compréhensible de mettre sur pied une infrastructure économique et sociale saine et d'assurer le minimum de bien-être à leur peuple, beaucoup de nouveaux Etats africains ne peuvent échapper à la nécessité d'appartenir à des formes nouvelles de zones de solidarité économique. Cependant ils veilleront, avec les moyens dont ils disposent, à ce que leur association ne soit pas une occasion de perpétuer le circuit colonial simple de l'échange de produits de base contre des produits fabriqués et ne constitue pas un frein à leur propre industrialisation.

38. C'est ici, au sein de notre organisation et spécialement dans le cadre du Conseil économique et social, que doit s'élaborer d'urgence une doctrine nouvelle de coopération entre toutes les nations pour résoudre le problème du sous-développement et des techniques d'assistance adaptées aux impératifs nouveaux.

39. Voilà ce que j'avais à dire et je terminerai volontiers par les paroles prononcées ici même, il y a bientôt un an, par le Président de la République islamique de Mauritanie, qui déclarait:

"... je ... (demande) à ceux qui s'affrontent en ce moment dans une compétition sans issue et qui, par ailleurs, aspirent à être les guides de ce monde tourmenté de songer aux deux tiers de l'humanité qui souffrent encore de la misère, de la faim et de la maladie ... Puissent-ils plutôt nous aider à faire régner la paix entre tous les hommes et à préserver l'héritage universel." [1056ème séance, par. 49.]

40. M. SHAHA (Népal) [traduit de l'anglais]: Monsieur le Président, la délégation du Népal s'associe à toutes celles qui vous ont félicité de votre élection à la présidence de la dix-septième session de l'Assemblée générale. Vos qualités personnelles et votre

brillante carrière vous désignaient pour ces hautes fonctions. Nous sommes particulièrement heureux qu'à un moment où l'attention de l'Assemblée se porte, peut-être plus que jamais encore, sur les problèmes que connaissent les pays en voie de développement d'Asie et d'Afrique ses débats soient dirigés par un homme à qui ces problèmes sont si familiers. Nous voyons d'ailleurs un symbole dans le fait qu'un représentant de notre grand continent asiatique a été choisi pour présider cette session. Ma délégation vous souhaite un plein succès dans l'accomplissement de la tâche délicate et importante qui vous incombe. Permettez-moi, à cette occasion, de dire aussi combien nous avons apprécié les inoubliables services rendus par votre prédécesseur, M. Mongi Slim, qui a su, malgré toutes les difficultés, mener à bonne fin avec tant de sagesse et de modération les travaux de la seizième session.

41. Lorsque nous nous sommes réunis ici voici un an pour l'ouverture de la session précédente, c'était sous de sombres auspices. La mort tragique de Dag Hammarskjöld avait laissé l'Organisation sans secrétaire général. Les possibilités d'accord sur le choix d'une personnalité pour lui succéder à ce poste important paraissaient très faibles. L'Organisation se trouvait engagée dans une des entreprises les plus complexes qu'elle eût encore tentées, la solution de la crise congolaise, et le risque d'échec était grand. Bien des représentants doutaient de l'avenir même des Nations Unies.

42. Nous pouvons, je crois, noter aujourd'hui avec satisfaction que personne n'a vraiment cherché à mettre en péril l'existence de l'Organisation. La situation était alarmante, mais la raison et le sens des responsabilités ont prévalu. Un Secrétaire général par intérim a été élu à l'unanimité, l'opération congolaise a pu se poursuivre et l'Organisation s'est montrée capable de prendre des mesures nouvelles, fructueuses et positives, conformes à ses buts, tout en continuant son action, moins spectaculaire sans doute mais non moins importante, dans les domaines économique et social.

43. Le fait le plus remarquable peut-être a été l'élection, sans opposition, du Secrétaire général par intérim. Le Secrétaire général est l'une des pierres angulaires de l'Organisation. Sans lui, elle ne pourrait fonctionner. Nous savions déjà à l'époque que U Thant s'acquitterait honorablement de la mission que nous lui confions. Aujourd'hui, après l'avoir vu à l'œuvre pendant près d'un an, nous ne pouvons trop le louer de la diligence, des aptitudes, de l'habileté, des hautes qualités morales qu'il a manifestées dans l'exercice de ses fonctions et de l'énergie avec laquelle il a fait appliquer les principes de la Charte des Nations Unies.

44. C'est à lui qu'est due en grande partie l'heureuse solution du différend relatif à l'Irian occidental. La fermeté avec laquelle il a cherché à régler l'affaire congolaise conformément aux résolutions des Nations Unies mérite tous les éloges. Enfin, l'esprit d'initiative dont il a fait preuve à propos de la Décennie des Nations Unies pour le développement et l'intérêt sincère qu'il a montré pour la question devraient lui valoir l'estime non seulement des pays en voie de développement, mais aussi de ceux qui auront plus à donner qu'à recevoir.

45. Ma délégation espère vivement que U Thant se verra offrir la possibilité de poursuivre, en qualité de Secrétaire général à titre définitif, les activités



fructueuses qu'il mène au bénéfice de l'Organisation et de tout ce qu'elle représente.

46. U Thant a été élevé dans un milieu où règne une tradition de neutralité et de désintéressement. Cet état d'esprit, qui rend ses services si utiles et sa position si forte, présente la plus haute importance dans les conditions où fonctionne l'Organisation. Lorsque des différends graves s'élèvent entre grandes puissances, elles font appel aux pays non engagés et à leurs représentants. Sans doute cherchent-elles plus des appuis, chacune pour sa thèse, qu'un concours permettant de parvenir à une entente mutuelle. Les faits montrent cependant que les petites nations renoncent de plus en plus à une politique opportuniste à courte vue. Elles savent qu'une telle politique n'est pas rentable et je crois pouvoir dire qu'elles ont constaté dans une mesure croissante que la meilleure façon d'atteindre leurs objectifs est de s'en tenir scrupuleusement aux principes de la Charte des Nations Unies.

47. Notre regretté secrétaire général avait coutume d'affirmer — et U Thant l'a répété — que ce sont les petits pays plutôt que les grandes puissances qui ont besoin de la protection que l'Organisation peut leur offrir. C'est là, en soi, une raison suffisante pour que nous serions les rangs afin de défendre et de soutenir l'Organisation.

48. Dans de telles conditions, il paraît surprenant d'entendre une personnalité aussi distinguée que le Président de la République française exprimer du mépris pour les petites nations, ou tout au moins un manque de confiance en elles. Il a fait allusion à l'inconscience des foules. Il a soutenu que le droit de vote dont jouissent les petites nations ne correspond ni à leur apport aux Nations Unies, ni à leur capacité de jouer un rôle dans la politique internationale. Ces propos cyniques rappellent curieusement la morale de la célèbre fable de La Fontaine sur le loup et l'agneau: "La raison du plus fort est toujours la meilleure." De telles déclarations sont d'autant plus choquantes qu'elles viennent d'un pays qui était naguère le champion du principe démocratique selon lequel tout citoyen, qu'il soit riche ou pauvre, doit avoir voix égale dans la gestion des affaires publiques.

49. Parler ainsi et citer la puissance militaire et économique comme un critère de maturité politique revient en réalité à nier la validité des principes sur lesquels repose l'Organisation. Nous, Etats d'Asie et d'Afrique, devons être en garde contre de telles tendances propres à ruiner les fondements mêmes des Nations Unies. Le meilleur moyen consiste à manifester aussi fréquemment que possible notre attachement aux idéaux et aux buts de la Charte.

50. Considérons donc ces déclarations comme un stimulant. Voyons-y une raison supplémentaire de développer notre sens des responsabilités. Rappelons-nous que l'exemple donné à cet égard au cours de la seizième session par les pays peu importants récemment parvenus à l'indépendance et non alignés leur a valu le respect des hommes de bonne volonté du monde entier.

51. Nous n'avons ni armes, ni argent. Nos arguments sont d'ordre moral: justice et légalité, conscience et vérité.

52. Seuls des gens irréfléchis peuvent minimiser la valeur de ces arguments. Maintes fois éprouvée dans le passé, elle se confirme à peu près tous les jours

sous nos yeux. Nous savons comment, dans presque toutes les discussions, les représentants des puissances cherchent anxieusement des arguments moraux. Personne ne désire monter à cette tribune sans raisons de ce genre à faire valoir. Nous avons vu les principes de justice appliqués par l'octroi de la liberté aux colonies, par le règlement équitable de problèmes territoriaux, par l'organisation d'enquêtes dans des zones troublées, par l'audition de représentants de groupes de population défavorisés.

53. Nous ne pouvons mieux contribuer à la pérennité de l'Organisation qu'en défendant constamment les principes de justice et de moralité consacrés dans la Charte.

54. Je voudrais maintenant aborder quelques-unes des questions précises qui nous préoccupent aujourd'hui et qui feront l'objet de discussions au cours de la présente session.

55. Le principal objectif assigné par la Charte aux efforts des Nations Unies est le maintien de la paix. A plusieurs reprises et parfois avec un succès notable l'Organisation s'est attaquée à la racine même du mal en tentant d'éliminer les causes de conflit armé. J'ai déjà mentionné le dernier résultat enregistré à cet égard, le règlement du différend entre les Pays-Bas et l'Indonésie sur l'Irian occidental. Dans ce cas, l'Organisation est allée jusqu'à fournir l'appareil administratif permettant de réaliser les changements pacifiques sur lesquels l'accord s'est fait.

56. La condition essentielle de la réussite dans une affaire comme celle-là est l'existence chez les principaux intéressés d'un peu de bonne volonté et de confiance, d'un désir commun d'adopter une solution raisonnable et du ferme propos de renoncer aux prétentions par trop égoïstes.

57. Cependant, s'il a été possible de créer, dans une certaine mesure, un climat de confiance entre petites nations ou entre groupes rivaux au sein de ces nations, nous sommes apparemment très loin d'avoir obtenu une entente de ce genre entre les deux groupes de grandes puissances dont la méfiance réciproque s'exprime par l'échange d'accusations et de contre-accusations, par la course aux armements et par la poursuite des explosions nucléaires.

*Sir James Plimsoll (Australie), vice-président, prend la présidence.*

58. Il semble que les deux principaux antagonistes se trouvent engagés dans un cercle vicieux. La méfiance pousse à accroître les arsenaux nucléaires, dont le développement entretient la méfiance. À moins que nous ne considérions comme une garantie contre la guerre l'équilibre des peurs — et la possibilité si souvent évoquée du déclenchement accidentel d'un conflit empêche d'admettre pareille thèse —, il faut sortir de ce cercle vicieux.

59. On dira peut-être que les remèdes envisagés actuellement — le désarmement et l'interdiction des essais nucléaires — s'attaquent aux symptômes et non aux racines mêmes du mal. Je pense que cette assertion n'est pas fondée. Depuis que huit pays extérieurs aux blocs de puissances participent aux négociations sur le désarmement, un nouvel élément est entré en jeu. Il est sans doute difficile à quelqu'un qui n'a suivi que de loin l'évolution des conversations d'apprécier correctement les perspectives actuelles; néanmoins, il semble évident que les pays non engagés ont pu suggérer

des mesures propres à atténuer la méfiance. S'il en est bien ainsi, nous avons là un nouvel exemple, et un exemple frappant, du rôle positif que les pays non alignés peuvent jouer dans la réalisation des idéaux des Nations Unies.

60. L'objectif ultime des pourparlers de Genève est d'arriver à un désarmement général et complet. Le sens des réalités oblige toutefois à souligner qu'à moins qu'un miracle ne survienne au Comité des dix-huit puissances sur le désarmement la conclusion d'un traité à cet effet et la mise en œuvre d'un tel traité exigeront de patients efforts pendant des années et des années encore. La délégation du Népal ne peut venir de la nécessité de lier l'interdiction éventuelle des essais nucléaires à une décision de désarmement général. L'interdiction des essais nucléaires constituerait à elle seule un remarquable progrès. Non seulement elle protégerait la vie et le bien-être des millions d'êtres humains actuellement exposés aux dangers des retombées atomiques, mais encore elle représenterait un premier pas dans la voie qui mènerait à l'instauration d'une atmosphère favorable aux négociations sur le désarmement général.

61. Le problème du désarmement amène à évoquer une autre question dont l'Assemblée discute depuis plus de 10 ans, celle de la représentation de la Chine à l'Organisation. Tout traité ou accord relatif au désarmement sera incomplet si la République populaire de Chine n'y est pas partie. Si la Chine doit vraiment disposer dans quelque temps d'engins nucléaires, sa participation aux négociations n'en apparaît que plus nécessaire.

62. A la dernière session, j'ai insisté sur les arguments juridiques qui, du point de vue du droit international, militent en faveur de la reconnaissance par les Nations Unies du Gouvernement de la Chine continentale comme le représentant légitime du peuple chinois. Aurais-je parlé à des sourds, en exposant ces idées que, je le sais, bien des gens partagent? A ma connaissance, nul n'a tenté de réfuter ces arguments. Quoi qu'il en soit, je ne les répéterai pas aujourd'hui. Je me bornerai à souligner l'absurdité d'une situation qui risque, un jour, de compromettre l'œuvre de l'Organisation. Même le pays le plus opposé à l'admission de représentants de la République populaire de Chine, je veux dire les Etats-Unis d'Amérique, a estimé indispensable de prendre contact avec le gouvernement en question. Il a dû emprunter des voies assez détournées. Dans un cas particulièrement remarquable à mon avis, les Etats-Unis ont fait appel à l'entremise du regretté Secrétaire général de l'Organisation pour amorcer des entretiens. Est-il rien qui démontre plus clairement qu'il convient de reconnaître le Gouvernement de la République populaire de Chine?

63. Comme on l'a dit ici maintes fois, il ne s'agit pas de savoir si l'on est partisan ou non de telle ou telle idéologie, si l'on approuve ou non tels ou tels agissements d'un Etat. Nous avons dans cette enceinte des représentants de tous les systèmes sociaux. Il doit en être ainsi pour que l'Organisation puisse devenir véritablement universelle. Quant à la réprobation que peuvent inspirer tels ou tels actes, l'Organisation est certainement l'endroit le plus indiqué pour inciter les responsables à faire preuve de modération ou même à modifier leur politique. Ceux qui s'opposent à ce que la Chine soit convenablement représentée rendent un mauvais service aux Nations Unies en empêchant leurs assemblées de devenir

un centre de discussions avec le pays le plus peuplé du globe. Tant que la République populaire de Chine ne sera pas représentée ici, la composition de l'Organisation ne correspondra pas aux réalités politiques du monde d'aujourd'hui. Ma délégation continuera à participer aux efforts déployés pour assurer cette représentation.

64. Lorsqu'on parle de l'influence morale qui s'exerce par l'intermédiaire des Nations Unies et qui a amené souvent des améliorations notables dans la situation politique et dans les relations humaines, on pense irrésistiblement à ce que l'Organisation a fait pour la décolonisation. D'autres forces ont peut-être joué un rôle plus décisif, mais la façon rapide et ordonnée dont les choses ont progressé dans ce domaine est due pour une bonne part aux Nations Unies et aux échanges de vues qui ont eu lieu sous leurs auspices.

65. Nous accueillons avec satisfaction l'accession à l'indépendance du Rwanda et du Burundi et leur admission à l'Organisation; leur cas constitue le plus remarquable exemple de contribution notable des Nations Unies à la décolonisation. Nous sommes heureux aussi de souhaiter la bienvenue aux représentants de la Jamaïque et de la Trinité et Tobago.

66. La grande déconvenue reste le Congo (Léopoldville). Peut-être, cependant, peut-on y voir l'exception qui confirme la règle. Le fait le plus regrettable est que l'Organisation n'a pas pu venir à bout d'intérêts coloniaux. Une solution définitive du problème a d'ailleurs été retardée par le jeu, au sein de l'Organisation elle-même, d'une déplorable politique de puissance. Un observateur neutre a du mal à voir la logique des suggestions faites récemment par un des membres permanents du Conseil de sécurité qui a proposé que les forces des Nations Unies au Congo prennent des mesures énergiques et radicales pour éliminer les agents d'intérêts privés puis se retirent totalement dans un délai fixé à l'avance, alors que manifestement la stabilité politique du pays ne sera pas encore assurée à l'époque envisagée.

67. Rien ne pourrait être plus déplorable que de renoncer aujourd'hui, où le succès paraît à portée de la main, aux efforts poursuivis depuis deux ans pour instaurer au Congo des conditions pacifiques. La régression que provoquerait un retrait prématuré serait terrible et peut-être irréversible. Nous devrions pouvoir compter que tous les membres du Conseil de sécurité, et en particulier les membres permanents, continueront à s'acquitter de leurs responsabilités envers le Congo et s'abstiendront de vouloir utiliser la situation à des fins machiavéliques au mépris des intérêts de ce malheureux pays. Le jugement de l'histoire sera sévère pour ceux qui cherchent à faire du Congo un pion sur l'échiquier diabolique de la politique de puissance en dépit de la mission sacrée qui leur incombe de sauvegarder les droits fondamentaux du territoire et de sa population.

68. L'opinion publique mondiale s'est montrée si hostile au colonialisme que nul n'ose le défendre. Pourtant, le colonialisme n'est pas mort. Il manifeste une étonnante vitalité sous les divers masques employés pour le camoufler. L'exemple le plus remarquable est celui du Portugal. Voilà une vieille puissance coloniale qui prétend que ses colonies ne sont pas réellement des colonies, que l'Angola et le Mozambique sont, en fait, des provinces portugaises éloignées et que les conditions qui y règnent constituent

un problème intérieur relevant exclusivement du gouvernement de Lisbonne. Fort heureusement, cette coûteuse extravagance a été condamnée à la quasi-unanimité par les Nations Unies. Apparemment, toutefois, il faudra encore du temps pour faire entendre raison au Portugal à ce sujet. Tous les partisans de la raison et de la bonne volonté devront conjuguer leurs efforts pour ramener dans la bonne voie ce membre délinquant de l'Organisation. Le Portugal aura été mis en garde non seulement par les diverses déclarations faites ici — bien que ses représentants aient cru bon de s'absenter chaque fois que la question était discutée —, mais encore par les troubles survenus dans ses colonies. S'il refuse de lire l'inscription tracée en lettres de feu, les conséquences en seront probablement désastreuses pour lui et pour ses colonies.

69. Des colonies portugaises, on en vient tout naturellement à ce qui se passe en Afrique du Sud. Encore un pays qui n'a pas senti le souffle de l'évolution! Il est encourageant de noter que la politique d'apartheid n'a pas un seul défenseur ici. Pour ceux d'entre nous qui croient à la suprématie des facteurs moraux dans les relations internationales, il est réconfortant de savoir que l'Afrique du Sud a été obligée de quitter le Commonwealth à cause de son attitude sur ce point.

70. Cependant, rien de ce qui a été fait jusqu'à présent n'a donné de résultats tangibles. Ma délégation estime qu'aucun effort ne doit être épargné pour amener le Gouvernement sud-africain à prendre conscience de ses responsabilités. Le temps presse. D'un jour à l'autre, le "souffle de l'évolution" peut prendre l'allure d'un cyclone. La révolution qui surviendra fatalement si une nouvelle politique n'est pas appliquée en Afrique du Sud sera catastrophique pour les blancs comme pour les gens de couleur. Les adjurations que nous lançons au Gouvernement sud-africain, les pressions que nous pouvons exercer sur lui sont dans l'intérêt des "maîtres" blancs autant que de ceux qu'ils oppriment.

71. Pour en terminer avec le colonialisme, je suis heureux de saluer l'accession à l'indépendance de l'Algérie après 132 ans de domination étrangère dont huit ans de lutte armée. Il est juste, à ce propos, de rendre hommage au président de Gaulle qui a montré dans cette affaire ses qualités d'homme d'Etat et sa clairvoyance. Nous savons que sa tâche n'était pas facile. Les attentats organisés contre lui témoignent suffisamment de ce qui était en jeu.

72. Il semble que les dirigeants du mouvement de libération algérien aient pu resserrer leurs rangs en vue d'assurer la croissance, la stabilité et la prospérité de la nouvelle République. Nous espérons que la concorde durera et que les divergences personnelles ou partisans ne frustreront pas le peuple algérien des fruits de sa lutte héroïque. Nous sommes persuadés que l'Algérie apportera une contribution précieuse à la vie de la famille de nations où elle prend place.

73. Je représente ici un petit pays, un pays pauvre, qui verse à l'Organisation une contribution très modique et reçoit des Nations Unies une assistance et un soutien dont la valeur dépasse ce qu'il pourrait payer. Nous ne nous sommes aventurés que récemment sur le terrain extrêmement délicat des affaires mondiales. Notre politique a été et reste d'entretenir des relations amicales avec tous les pays quelle que soit leur idéologie et de ne jamais nous engager d'avance à adopter telle ou telle attitude en un cas donné. Les

comptes rendus des délibérations des Nations Unies montrent que nous avons su conserver toute notre indépendance de jugement et la manifester en appréciant chaque situation quand elle se présentait et compte tenu des conditions qui lui étaient propres. A notre avis, ce n'est qu'en disant clairement et sans ambiguïté ce qui nous paraît juste que nous pouvons arriver à cette objectivité et à ce détachement qui sont essentiels pour étudier les problèmes d'importance internationale. Si nous refusons de nous agréger à l'un ou à l'autre des blocs de puissances, ce n'est donc pas parce que nous voulons garder des intelligences dans chaque camp ou nous soustraire à la responsabilité qui incombe à tout Membre de l'Organisation des Nations Unies de se préoccuper des difficultés internationales.

74. Il n'y a rien de passif ni d'immoral dans notre politique de bonne volonté envers tous, de mauvaise volonté envers personne. Notre pays a toujours été indépendant et libre et la cause de la liberté des nations nous a toujours été chère. Nous demeurons résolument hostiles à toute ingérence, d'où qu'elle vienne, dans les affaires intérieures de notre pays — ou de quelque pays que ce soit. Le colonialisme classique vit ses derniers jours, mais, comme notre délégation l'a fait observer lors de la discussion générale à la quinzième session de l'Assemblée [878ème séance], un nouvel élément domine la scène internationale. On peut l'appeler "le complexe de grande puissance"; il influe non seulement sur le comportement des Etats importants, mais encore sur celui des pays qui aspirent à s'égaliser à eux, et ses effets ne sont pas moins désastreux que ceux du colonialisme. La situation à cet égard ne s'améliore pas et le monde est plus menacé que jamais de voir le colonialisme remplacé par une tendance des nations puissantes et riches à diriger les autres en profitant de la faiblesse inhérente des nations petites et pauvres.

75. Dépourvu de littoral maritime, le Népal n'a pu développer ses relations commerciales et économiques avec le reste du monde. Sa situation géographique ne lui permet de contacts qu'avec la vaste péninsule Indienne ou avec les régions auxquelles le relient les cols enneigés de l'Himalaya. Nous avons cherché à élargir nos rapports avec la Chine en participant à la construction d'une grande route entre notre capitale et la région tibétaine de Chine, ce qui donnera une impulsion nouvelle au commerce local dans les zones frontalières. D'autre part, nous avons conclu avec l'Inde un traité de commerce et de transit qui, à en juger par ce qui s'est passé depuis plusieurs mois, sera appliqué de façon satisfaisante. Etant donné qu'aux termes de l'Article 55 de la Charte les Nations Unies ont l'obligation de favoriser des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social, sur la base de l'égalité des droits et en vue de créer des conditions de stabilité et de bien-être, la délégation népalaise les prie instamment de redoubler d'efforts à cette fin, notamment dans les régions peu développées du monde.

76. En terminant, je tiens à souligner que notre politique étrangère, dont témoigne notre attitude aux Nations Unies, vise trois grands objectifs: liberté, prospérité et paix. Par liberté, nous entendons le droit pour chaque nation de décider de son propre destin sans être soumise à aucune pression de la part de qui que ce soit, puisque la Charte repose sur le principe de la non-ingérence et de l'égalité souveraine de tous les pays, petits ou grands. Par

prospérité, nous entendons le bien-être économique de l'ensemble de la communauté humaine. Enfin, la paix, pour nous, n'est pas uniquement l'absence de guerre, mais aussi la création d'une saine atmosphère d'entente entre nations. Nous croyons que le meilleur instrument pour atteindre ces objectifs est la Charte des Nations Unies. Dans l'esprit de la Charte, nous nous efforçons, avec les moyens limités dont nous disposons, de faire régner dans les relations internationales un climat de fraternité et de raison. Nous voyons dans l'Organisation des Nations Unies le meilleur et peut-être le seul moyen de garantir la survie de l'humanité à notre époque d'explosions nucléaires et l'unique organisme qui se soit jusqu'à présent montré capable d'éviter une nouvelle guerre mondiale et d'encourager plus de loyauté et d'honnêteté dans les rapports entre les nations.

77. M. DE LEQUERICA (Espagne) (traduit de l'espagnol): Monsieur le Vice-Président, je vous demanderai, d'abord, de bien vouloir transmettre au Président, M. Muhammad Zafrulla Khan, l'hommage de notre délégation. Chacun connaît sa brillante carrière et les hautes qualités de juriste et d'homme d'Etat que nous admirons en lui. Les quelques séances qui ont eu lieu depuis le début de la session nous ont déjà permis de voir qu'il est et sera un grand président.

78. N'a-t-il pas, d'ailleurs, commencé par se recommander à Dieu tout-puissant: "humblement, sincèrement et de tout cœur", en demandant que la grâce divine le guide dans l'accomplissement de sa mission? C'est donc un homme de prière, ce qui dénote une âme forte capable de tous les idéalismes. C'est un homme de dévotion, cette dévotion dont le grand mystique espagnol, Louis de Grenade, a dit — je cite — "c'est une vertu qui éveille toutes les vertus et rend l'homme dispos et prêt à toute espèce de bien. C'est en outre une vertu hautement louable parce qu'elle s'accompagne toujours d'autres vertus excellentes qui lui sont voisines et apparentées."

79. Or, les Nations Unies se caractérisent par une progression vers un idéal, par le désir de surmonter mille obstacles et difficultés — non exclusivement d'ordre matériel — qui ont, au long de son histoire, gêné l'humanité. Sans même que nous le voulions, elles représentent — dans la mesure où elles constituent un sain ferment de rénovation — les plus riches trésors spirituels de tous les pays du monde mis en commun pour atteindre des objectifs d'une extrême noblesse.

80. Il ne s'agit pas là de rhétorique creuse, ni du désir normal de s'exprimer de façon aimable dans un milieu auquel on appartient et où l'on doit vivre. Les pays du type et de la culture de l'Espagne ne sont pas, comme ceux de civilisation nordique, portés à accepter aisément des notions très générales qui, pour les esprits latins, paraissent nébuleuses. Il faut, en espagnol, trouver des formules plus concrètes et employer — étant donné notre mentalité — des expressions familières dans lesquelles s'incarnent les idées. On peut dire à la louange des pays nordiques qu'ils ont vu naître le courant intellectuel qui a abouti à la création des Nations Unies. Sans doute pouvons-nous découvrir des précurseurs parmi les grands penseurs du XVI<sup>ème</sup> siècle espagnol et le représentant de l'Uruguay a-t-il pu citer [1131<sup>ème</sup> séance] des passages du Père Vitoria qui définissent les principes mêmes dont s'inspire l'action des Nations Unies. Mais, plus récemment, l'impulsion est venue du Nord; les premiers de ces hommes éminents qui ont exercé

les fonctions de secrétaire général étaient d'origine nordique et — ce qui est inévitable et ce dont nul ne peut se plaindre, étant donné la haute qualité de la pensée en cause — la philosophie de l'Organisation et sa façon d'envisager les choses sont nettement septentrionales. D'où la nécessité pour nous, représentants des pays du Sud, de chercher à traduire ces conceptions sous une forme directe et populaire afin que, comme nous le souhaitons tous, les Nations Unies jouissent de l'attachement et de la confiance de toutes les nations.

81. On me pardonnera de ne pas énumérer ici, comme il est coutume, tous les problèmes qui se posent aujourd'hui. C'est que l'Organisation constitue un problème en soi et que la position de nos divers pays vis-à-vis de l'institution et leur participation à ses activités représentent un sujet de préoccupation universel.

82. L'Organisation ne peut résoudre tous les problèmes. Il en restera toujours beaucoup dans un monde si complexe, comptant tellement d'Etats différents et tant de races, de peuples et de groupes aux aspirations légitimes. Il apparaît, toutefois, que l'existence de l'Organisation est un bien, que, si elle ne peut tout obtenir, elle peut, néanmoins, assurer beaucoup de résultats valables. Certaines délégations craignent que l'Organisation ne complique parfois les choses, mais, en pareil cas, le mal vient de notre incompetence et de nos passions, non de l'Organisation elle-même. Songeons, au contraire, à l'influence de ces échanges de vues, souvent si profonds et si riches, sur les esprits et sur les cœurs, à la manière dont ils ne peuvent qu'aider à freiner les impulsions irréflechies et servir la cause suprême de la paix.

83. Pour accomplir sa noble mission, l'Organisation doit toujours agir conformément aux exigences d'une conscience scrupuleuse et des plus hautes normes morales et juridiques. Cela fait partie de ses objectifs; il est inutile de relire ici la Charte ou de rappeler l'histoire de l'Organisation. La plus légère concession de notre part en face d'une infraction aux principes et aux règles de justice serait fatale pour l'Organisation. Si nous excusons l'emploi de la force et si, nous inspirant d'idées héritées de coutumes politiques séculaires, nous nous laissons aller à l'acrimonie ou, au contraire, à la négligence, à l'indifférence, à la nonchalance, à l'oubli des réalités les plus pressantes, alors les prophètes de malheur — dont nous ne sommes pas — auraient raison de prédire des complications et des conséquences regrettables.

84. Dans un des textes récemment rassemblés aux fins de publication dans un grand journal par notre ami de longue date, M. Cordier, qui a dirigé le Cabinet du Secrétaire général, le regretté Dag Hammarskjöld écrivait avec beaucoup de finesse que la caractéristique des Nations Unies est, sans donner d'ordres — je tiens à souligner l'expression —, de trouver la meilleure manière de développer les ressources matérielles et morales de l'humanité. Tel est le rôle qu'il assignait à juste titre à l'Organisation, et il ajoutait qu'ainsi les peuples pouvaient obtenir ce qui leur convenait le mieux.

85. C'est là, à mon sens, une formule fine et délicate traduisant une pensée nuancée. "Sans donner d'ordres": élément essentiel! Evitons les attitudes comminatoires, les sanctions, les excommunications, les arrêts d'allure judiciaire. Si nous nous imaginions être un Etat de la Renaissance, nous risquerions de



nous conduire comme une nation à part, ce qui ne correspondrait pas à notre raison d'être. Lorsque, pour servir la cause universelle de la paix, nous lançons dans des entreprises exigeant parfois un recours à la force — comme c'est le cas aujourd'hui en Afrique et comme cela l'a été antérieurement dans d'autres régions —, il convient de procéder ainsi que le fait actuellement le Secrétariat, et la délégation espagnole ne manquera jamais d'appuyer pleinement une action répondant à d'aussi bonnes intentions. Cependant, gardons-nous des ingérences et des excès de pouvoir.

86. Aucun Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ne doit être menacé d'une ingérence de l'Organisation dans ses affaires intérieures. Des vagues de passion se déchaînent parfois à propos de certains comportements. L'Organisation des Nations Unies, organisme de légalité et de concorde, doit leur résister. Nous avons entendu ces derniers jours — et aujourd'hui même — des critiques vives, quelquefois passionnées et ressemblant à une sorte d'hallali, portées contre un pays frère du nôtre, appartenant à la péninsule Ibérique et auquel nous attachent des liens nombreux. Comme tous les hommes, les Espagnols ont bien des défauts, mais je ne crois pas qu'on puisse les accuser d'ingratitude envers leurs amis, surtout leurs amis dans le besoin. Nous avons nos propres idées sur les problèmes dits coloniaux, nous les traitons et les résolvons suivant nos méthodes conformes à une pensée que ma délégation tente d'exposer ici, mais nous avons conscience des devoirs que nous imposent ces relations cordiales et c'est pourquoi nous demandons que, le moment venu, cette question si controversée soit examinée avec la lucidité et le calme que réclame le respect des principes directeurs de l'Organisation.

87. "Sans donner d'ordres" ne veut pas dire sans se prononcer ou sans prendre nettement position; comme je l'ai déjà souligné, il ne s'agit pas de dissimuler son véritable sentiment, ni de se refuser à stigmatiser le mal quand il se manifeste. On ne doit pas tomber d'un extrême dans l'autre. Si le sens de la justice disparaissait, si l'ange à l'épée de feu — pour métaphorique que soit cette épée — cessait de remplir aux Nations Unies cette fonction de haute portée morale que l'humanité moderne lui a confiée, des moyens moins nobles seraient employés. Régler les différends, les réduire à leurs éléments les plus simples, constitue l'une des tâches de l'Organisation, tâche dont elle s'est souvent acquittée. N'oublions pas toutefois qu'un spirituel auteur français, Alfred Capus, représentant de ce qu'on appelait quand j'étais tout jeune — il y a bien longtemps — "l'esprit boulevardier", caractéristique de l'époque, a pu écrire: "Tout finit par s'arranger ... bien ou mal." Si cette maxime était celle des Nations Unies, l'Organisation serait vite aussi oubliée que les hommes d'esprit du XIXème siècle. Si nous adoptions la formule désenchantée d'Alfred Capus, nous engagerions l'Organisation dans la voie de la décadence en abandonnant, par manque de foi en eux, ces principes qui nous poussent à surmonter les obstacles et à chercher par-dessus tout la justice, ce qui est souvent très difficile. Or, ce serait infiniment regrettable parce que les Nations Unies ont apporté à tous les peuples une nouvelle espérance que ne leur offraient ni la diplomatie traditionnelle ni les rencontres purement internationales. Le simple fait d'être réunis dans cette enceinte, de siéger l'un à côté de l'autre, nous aide à suivre le chemin fécond tracé par la Charte.

88. Parler en termes généraux de tous les peuples et de leurs aspirations, ce n'est pas la même chose que d'être ici présent, prêts à soutenir de notre mieux les thèses qui nous sont propres devant ce tribunal vraiment suprême que sont les Nations Unies. Pour en revenir à une idée déjà exprimée, et parce que chaque peuple réagit à sa façon, je dirai que ce n'est pas l'esprit nordique qui me fait avoir confiance dans l'Organisation, mais bien le réalisme ibérique.

89. L'Organisation, en même temps qu'elle garantit et défend la personnalité de chaque peuple, nous donne un exemple d'universalité. Il s'agit, oserai-je dire, parodiant la formule attribuée — à tort, paraît-il — à un grand homme d'Etat français, de "l'universalité des patries". En respectant scrupuleusement les entités nationales et les obligations statutaires relatives à l'indépendance et à la personnalité des peuples, l'Organisation contribue à assurer une représentation du monde sous tous ses aspects.

90. On ne crée pas une universalité féconde en nivelant, en détruisant les caractéristiques particulières, en imposant des critères ou des systèmes — pour louables qu'ils soient — à tous ceux qui vivent dans ce monde vaste, complexe et divers. L'Organisation reflète précisément la diversité et l'indépendance des différentes personnalités nationales. Les peuples se sentent plus forts à voir que nos règles garantissent leur mode de vie.

91. Quelle prodigieuse variété de systèmes politiques, de régimes, d'organisations intérieures ne voyons-nous pas représentée dans cette enceinte chaque fois que nous nous y réunissons!

92. Les Nations Unies donnent une magnifique leçon de respect universel de la volonté des peuples. Les Etats siégent ici non en raison de l'effectif de leur population ou de l'étendue de leur territoire — simples données de géographie politique ou physique —, mais en tant que réalités différentes dues à l'évolution vitale. Sur les cartes, les frontières se distinguent par des colorations diverses et les drapeaux qui flottent à notre porte sont un hommage rendu aux faits. Si l'Organisation était, comme le prétendent d'aucuns, un organisme à prétentions universalistes et doctrinaires confuses, ces emblèmes n'offriraient pas un spectacle aussi agréable et Dieu sait à quelles pressions auraient déjà été soumises nos personnalités nationales.

93. L'existence de ces prétendues tendances à la domination et à l'oppression, si éloignées de ce qui se passe effectivement ici, aurait fait naître — et Dieu veuille qu'il ne naisse jamais — un nouveau "colonialisme", pour employer le terme considéré aujourd'hui comme le plus péjoratif, un colonialisme doctrinaire qui, en divinisant des principes et en imposant des systèmes, aurait détruit la liberté des peuples et leur joie incomparable de vivre comme ils l'entendent. Ce serait une puissance "idéocratique", aussi dangereuse que la puissance dominatrice des régimes et des Etats que nous avons si longtemps connue et déplorée.

94. Fort heureusement, ce système ne prévaut pas. Il est inévitable que dans chaque pays — ou, au moins, dans beaucoup de pays — existent des groupes animés par la passion politique qui veulent imposer leurs conceptions et soumettre les autres à leur idéologie. Toutefois, à l'exception d'un bloc adonné à la violence, le bloc soviétique, ni les Etats ni les peuples ne se laissent entraîner par cette tendance

à la domination. Seules des minorités aigries invoquent la pureté des principes et prétendent exclure de la vie sociale quiconque ne se conforme pas à leurs règles arbitraires.

95. Il y a eu dans bien des pays, il y avait récemment encore en Espagne, il subsiste toujours dans certaines nations, des ordres militaires aristocratiques comptant un très petit nombre de membres sélectionnés parmi des personnes remplissant des conditions très strictes, se pliant à des règles de conduite extrêmement sévères et justifiant d'une certaine ascendance. On affirmait que, pour être admis dans certains de ces ordres, il fallait n'avoir jamais utilisé de monture moins noble que le cheval, dont le nom, dans plusieurs langues latines, est à l'origine même de ce qualificatif de "chevaliers" attribué aux membres des ordres en question.

96. Aujourd'hui, nous voyons des contemporains formuler des exigences analogues en ce qui concerne l'organisation intérieure des pays, exigences qui dépassent manifestement leur compétence. Ils réclament une pureté doctrinale, un conformisme politique et la non-adhésion à un système d'idées contraire à leurs ambitieuses conceptions. L'Espagne, convaincue de la rectitude de son comportement politique, n'hésite pas à le dire.

97. Sans doute n'est-ce pas la norme de l'humanité. Toutefois, la réunion au sein de l'Organisation des Nations Unies de tous les systèmes, de tous les régimes, se respectant mutuellement, constitue la meilleure réponse possible aux inquiétudes des peuples jaloux de leur dignité.

98. Du fait de cette universalité des Nations Unies, nous voyons accéder à la vie internationale des pays qui naguère — en raison de processus historiques connus — ne jouissaient pas d'une personnalité pleine et entière; nous les voyons acquérir les attributs des Etats et prêts à s'acquitter de tous les devoirs et responsabilités que cela comporte.

99. Quoi qu'on puisse penser de chaque cas en particulier, le mouvement dans son ensemble est une cause de joie et d'espoir. Nous assistons à une floraison printanière de peuples et de nations, notamment sur le continent africain, et il n'est que juste de louer la hauteur de vues et le sens de l'époque avec lesquels les anciens Etats, qui avaient porté à d'autres terres les meilleurs éléments des vieilles cultures et civilisations, ont favorisé l'évolution dont témoignent tant de joyeux avènements. Nous venons de recevoir ici le Rwanda, le Burundi, la Trinité et Tobago, et la Jamaïque. La délégation espagnole leur souhaite la bienvenue avec sympathie et amitié.

100. Ce n'est qu'en respectant la justice et la volonté générale, non en recourant à la violence, au mépris des réalités spirituelles, que, pour les pays qui font actuellement l'objet de controverses, on réussira, comme on a déjà réussi à plusieurs reprises, à faire en sorte que ces nouveaux Etats le soient au sens plein et valable du terme et coopèrent avec les anciennes nations au maintien de la paix. Vouloir précipiter indûment les choses, faire fi des réalités et des volontés, soumettre aux exigences d'une "idéocratie" sans fondement l'évolution que commande l'esprit moderne, ce serait envenimer la situation et manquer à la justice. Comme l'a dit le représentant des Etats-Unis au début de cette discussion, nous avons besoin d'une atmosphère dans laquelle "les Etats, anciens comme nouveaux, pourront unir leurs efforts afin de

créer dans les pays qui ne sont pas encore libres les conditions essentielles pour faire heureusement se dégager une nationalité". Cette remarque, qui correspond à la doctrine d'un pays résolument hostile à toute forme de domination coloniale, revêt une valeur toute particulière et peut nous servir de norme. La justice, le droit, la conscience objective de tous les éléments dont se composent les problèmes actuels requièrent qu'ils s'accomplissent — comme tel a déjà fréquemment été le cas — cette évolution qui enrichit l'humanité.

101. Ce point qui nous paraît essentiel étant bien précisé, nul ne peut nous empêcher de nous réjouir de cette floraison et de l'accession à la vie nationale de peuples dont les représentants ont parlé si souvent, non avec rancœur, mais avec reconnaissance, de ceux qui, au cours de l'histoire, ont contribué à leur progrès matériel et moral.

102. Pour nous, Espagnols, qui avons participé pendant tant de siècles aux réalisations coloniales — j'emploie ce mot bien qu'il ne soit guère de notre goût et n'ait guère été du goût de nos anciens auteurs —, il nous serait difficile de dissimuler notre satisfaction et d'accueillir avec tristesse ou réserve l'heure du monde nouveau. C'est pour nous une joie de savoir qu'un plus grand nombre d'hommes mènent une vie plus pleine et plus digne avec plus de liberté, mais aussi de responsabilités.

103. Au Concile de Trente, les Espagnols se sont faits les champions de l'égalité des hommes. Nos théologiens ont soutenu que tous les hommes bénéficiaient d'une grâce suffisante pour faire leur salut et s'assurer la vie éternelle. S'ils étaient dignes d'un si grand destin, comment leur dénier, sur le plan humain, l'égalité inhérente à leur condition? Lorsque le moment est venu d'appliquer ces principes, les Espagnols, en dépit de certaines erreurs, ont sauvé l'essentiel dans leur comportement envers les Indiens et ont préparé une fusion raciale, orgueil de l'expansion espagnole et source de nouvelles civilisations. En effet, il ne s'agissait pas seulement d'accepter un noble idéal, ni même de partager des conceptions communes. Nous avons fusionné, au cours de l'histoire, et les âmes et les corps, preuve suprême et concluante du sens que nous avons des races humaines, de leur parenté et de leur égalité devant Dieu.

104. En Amérique, lors de la découverte et pendant trois siècles encore, les Espagnols ont donné l'exemple à bien des égards, et notamment sur le plan de l'émancipation. Quand l'heure de l'Afrique est venue, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le rôle de l'Espagne a été beaucoup moins important. Nous n'avons participé que très peu à l'épopée africaine du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle. D'autres peuples ont recueilli le profit et la gloire qui payaient les risques et les sacrifices de la colonisation africaine. Nous n'étions pas du nombre; nous aurions pu citer le vers fameux "Au banquet de la vie, infortuné convive...". C'est pourquoi, aujourd'hui, nos responsabilités sont si minces. Nous les acceptons, dois-je ajouter, dans un esprit de collaboration avec les Nations Unies et de fidélité à leurs principes.

105. On peut craindre, aux Nations Unies, que les généreux sentiments de libération, qui sont parfois décisifs, ne soient exploités par des groupes désireux de semer la perturbation politique et capables de feindre la ferveur idéologique et l'enthousiasme li-

géral à seule fin de troubler les gens sinôbres et de les pousser à agir avec passion.

106. C'est ce qu'à propos de l'indépendance coloniale l'Union soviétique et les pays associés à sa politique ont cherché à faire auprès des délégations soucieuses de libération. En général, ces délégations ont montré assez de prudence et n'ont pas pris au pied de la lettre les déclarations du grand ennemi de la liberté. Une abstention complète aurait été contraire à la nature humaine; il est très difficile de résister au désir de s'appuyer sur des alliés, même dans une situation confuse et quand le manque de sincérité est absolument manifeste.

107. Peut-on rien imaginer de plus curieux que l'appel à la lutte contre les pratiques coloniales lancé dans cette enceinte par les représentants de l'Union soviétique? Si les raisons profondes de cette attitude n'étaient pas aussi graves, s'il ne s'agissait pas de problèmes très supérieurs aux petites manœuvres tactiques et aux agissements de comédie, de telles jongleries nuiraient au sérieux de nos délibérations. Je me rappelle souvent un article du New York Times du 24 septembre 1960, consacré au manque de sincérité soviétique, où l'on notait que ceux qui ont étouffé dans le sang la révolution hongroise se permettaient de verser des larmes de crocodile sur le sort d'autres Etats, qui sont aujourd'hui Membres de l'Organisation des Nations Unies et ont obtenu leur indépendance ces dernières années sans lutte d'aucune sorte.

108. Plusieurs représentants ont, au cours de la discussion, parlé avec éloquence du problème. Celui du Guatemala a employé des expressions très vives que je ne reprendrai pas; elles relèvent d'un climat de passion qui n'est pas le nôtre. Je citerai plutôt l'intervention capitale et pondérée de notre éminent collègue, le Ministre des affaires étrangères du Canada. Le 25 septembre [1130ème séance], il a dit:

"En 1960, le Premier Ministre du Canada a rappelé à l'Assemblée générale quelle était la situation des peuples tenus en sujétion dans l'empire soviétique. En effet, des millions d'habitants de cet empire ne peuvent aujourd'hui exercer leur droit à la libre détermination que le Gouvernement soviétique réclame pour d'autres. Ce déni des droits de l'homme et des libertés fondamentales jette un doute sérieux" — je souligne cette expression — "sur l'attitude générale de l'Union soviétique concernant le colonialisme. Lorsque l'Organisation des Nations Unies étudie la situation qui règne dans bien d'autres régions du monde, elle ne doit pas négliger les régions qui se trouvent sous la domination soviétique."

Je trouve particulièrement délicate la formule employée par notre collègue canadien quand il a parlé du "doute sérieux" auquel donne lieu le comportement de l'URSS. L'art tout britannique de la litote, ce sens bien connu de l'"understatement" s'est apparemment transmis au reste du Commonwealth. D'autres, je le crains, s'ils avaient traité de ce point, auraient utilisé des expressions plus fortes qu'un "doute sérieux". Par exemple, le représentant de la Fédération de Malaisie a mis les Nations Unies en garde [1140ème séance] contre le danger de ne s'occuper que de la forme facilement identifiable du colonialisme traditionnel sans s'inquiéter de la menace que représente une forme nouvelle et plus subtile d'impérialisme. On peut voir une manifestation d'impérialisme, a-t-il dit, dans la violation du droit à la liberté, que ce soit au Tibet ou en Hongrie.

109. L'activité propre des Nations Unies ne doit pas nous empêcher d'examiner le problème fondamental de la politique internationale. Il est bon de chercher à aplanir les difficultés que connaît l'Organisation, à réduire la gravité des différends et à développer l'amitié entre les peuples; ce sont là des tâches que nous imposent les objectifs mêmes de l'Organisation. Le représentant du Honduras a d'ailleurs exposé hier avec précision le rôle qui revient à cet égard au monde hispanique. Cependant, tout cela ne doit pas nous faire oublier la caractéristique essentielle du monde actuel, sa division en deux grands camps politico-militaires hostiles qui se livrent une guerre, jusqu'ici non sanglante, grâce à Dieu, pour déterminer l'orientation future de notre culture, de notre civilisation, de notre vie.

110. La délégation espagnole — je me permets de le répéter cette année comme toutes les autres — n'est pas neutre et encore moins neutraliste, qualification qui définit une doctrine et une position inspirées du désir de convaincre. Dieu sait que nous comptons des amis nombreux et chers qui le sont, mais nous, nous ne sommes pas neutres et nous ne recommandons pas aux autres peuples de demeurer les bras croisés devant la lutte en cours. Nous respectons les idées des autres, mais nous estimons que le monde se divise aujourd'hui entre un groupe nettement dangereux qui, si on le laissait faire, détruirait toutes les valeurs de la civilisation, et un groupe qui multiplie les sacrifices et les efforts en vue de défendre ces valeurs et de préparer les moyens indispensables pour utiliser, le cas échéant, la force au service de ces principes.

111. On trouvera peut-être que nous manquons de subtilité et de nuances; la façon dont nous nous exprimons est conforme à la tradition de réalisme de l'Espagne dans les domaines artistique, littéraire et humain, et nous parlons en toute franchise. Nous ne souhaitons ni ne recherchons ces heurts et cette situation d'opposition permanente. Personne ne peut le croire. Mais nous regardons les réalités en face: d'un côté, le mal; de l'autre, le bien. Nous le disons avec simplicité. Nous estimons qu'il est du devoir de chacun de défendre de tout son pouvoir, de toute son âme, les principes qu'incarnent pour nous les puissances dites occidentales menées, sous le rapport de la direction spirituelle et de la force physique, par les Etats-Unis d'Amérique. L'esprit d'amitié européenne qui nous anime est parfaitement compatible avec notre position sur ce point. Les Espagnols ont, dans l'expansion vers l'hémisphère occidental, dépensé une bonne part de leur propre substance et c'est à ce souvenir — avec ses prolongements actuels sur le plan de la vie — que nous sommes fidèles. L'harmonie européenne ne s'oppose nullement à cette extension sur le plan universel de la personnalité espagnole.

112. J'ajouterai — ce qui va sans dire — que cela ne signifie pas que, pour les problèmes politiques qui ne mettent pas en jeu les grands principes de la communauté occidentale, nous ne puissions adopter des positions différentes de celles de certains des pays de ce bloc.

113. Nous avons toujours manifesté à l'Assemblée le désir d'appuyer les puissances qui mettent leur force au service du droit et font échec à la violence. Tant que l'Allemagne, une des plus illustres nations de l'Europe, vivra sous la contrainte d'un envahisseur implacable qui a brisé son unité nationale et divisé en

deux sa population dont les efforts pour échapper à la torture constituent une tragédie quotidienne, il sera impossible de parler impartialement des activités des deux camps. Je le souligne, il est, à notre avis, d'une atroce ironie de prétendre tenir la balance égale entre les deux, tant que le droit est aussi ouvertement bafoué au mépris de l'ordre et des traditions juridiques.

114. L'atmosphère politique internationale tout entière est viciée par l'étrange morale qu'applique l'Union soviétique. Au lieu de délibérations normales, nous avons les perpétuelles motions d'ordre communistes, qui perturbent la procédure et constituent une menace constante. C'est pourquoi — je ne me lasse pas de le répéter —, lorsqu'il est question de désarmement et que s'élèvent des chœurs enthousiastes et chaleureux, nous sommes disposés à y mêler notre voix et à tenir notre partie dans ce concert pacifique, et cela en toute sincérité, mais à condition que ces manifestations ne portent atteinte en rien, ne fût-ce que par une pression morale indirecte, à la vigilance du camp qui représente la civilisation. Il nous est impossible de nous adresser également aux deux fractions entre lesquelles se divise politiquement l'humanité et, à cette dix-septième session de l'Assemblée générale, d'exhorter "les uns et les autres" à limiter leurs armements, à réduire les dépenses militaires excessives et à se mettre d'accord sur des mesures de précaution. Nous pensons avant tout — je le répète — à la nécessité pour le groupe champion des éternels principes de la morale et du droit de ne pas se relâcher de sa vigilance et de conserver les moyens nécessaires pour ne pas se laisser surprendre par l'adversaire. Que nos préoccupations généreuses ne servent pas à décourager, ou au moins à dérouter, ceux qui nous défendent! Soyons à leurs côtés, prêts à coopérer avec eux. Quand nous disons cela, nous nous estimons aussi humains que les autres; nous nous efforçons seulement, dans la faible mesure de nos moyens, de nous montrer prudents.

115. De même que tous les représentants qui m'ont précédé à cette tribune, je me réjouis sincèrement que des conférences réunissent les grandes puissances et d'autres, moins importantes mais tout aussi intéressées à la question, pour chercher à parvenir le plus rapidement possible à un désarmement général et complet. Les résultats sont encore peu notables, mais c'est déjà un élément constructif que ces pourparlers aient pu avoir lieu et qu'ils doivent se poursuivre avec la participation bénéfique de huit pays qui n'appartiennent pas à des blocs militaires et dont le comportement a mérité les éloges des autres Etats en cause. Nous souhaitons l'arrêt des essais nucléaires et nous espérons qu'on pourra conclure rapidement un accord assorti de garanties internationales suffisantes qui permettent aux Etats pratiquant actuellement de tels essais d'y renoncer sans craindre d'être victimes de leur bonne foi, comme tel a été le cas dans le passé.

116. C'est aussi un motif de satisfaction que de voir que le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a tenu plusieurs séances et présente à l'Assemblée un rapport à ce sujet; cela laisse espérer que la collaboration internationale dans ce domaine s'améliorera à l'avenir. Nous sommes d'ailleurs certains que les délibérations de la session en cours de l'Assemblée générale contribueront à ouvrir la voie à une solution des problèmes juridiques que posent l'exploration et l'utilisation de l'espace

extra-atmosphérique pour lesquels le Comité n'a pas fait de recommandations concrètes.

117. Nous entrerions davantage dans le détail pour montrer combien nous approuvons les louables principes et objectifs actuels, si nous ne savions que les aspirations d'un pays pratiquement désarmé sont platoniques. Que d'autres, comme l'a si bien fait le Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, énumèrent les points litigieux, citent des faits et énoncent une doctrine. Avec l'autorité que peut conférer un armement appréciable, il a déclaré [1134ème séance] qu'il est navrant au-delà de toute expression que, de nos jours, la paix dépende de l'équilibre de la terreur, mais qu'il faut accepter le fait et ne pas modifier l'équilibre des forces, mais travailler à fonder les rapports internationaux sur l'interdépendance.

118. Si la sécurité essentielle n'est pas garantie, si les bases solides voulues ne sont pas assurées, si ceux qui dirigent la défense du monde civilisé contre des périls effrayants ne se sentent pas sûrs, ne les troubons pas par une insistance excessive; suivons, tous, autant que nous le pouvons, la voie du sacrifice.

119. Il est dit dans l'introduction au rapport annuel du Secrétaire général [A/5201/Add.1] que la division actuelle du monde en pays riches et pays pauvres est bien plus réelle et bien plus redoutable que la division du monde sur le plan idéologique. Il nous est difficile d'admettre cette idée inspirée par une philosophie différente de celle dont se réclame notre délégation. Je rappelle que nous représentons ici un pays qui ne jouit pas d'une prospérité extraordinaire, une nation européenne à la vie assez modeste, très éloignée des splendeurs de ceux qui occupent les sommets de la société actuelle. Il nous paraît, toutefois, que l'idée en question correspond à une conception confuse, doctrinaire, étrangère à la réalité qu'elle prétend servir. On voit rarement les régions les plus pauvres d'un pays éprouver de l'envie pour d'autres pays. Ce sentiment se rencontre chez un individu ou dans une classe sociale, mais il est très éloigné de la mentalité complexe et passionnée des groupements nationaux avec leurs désirs et leurs illusions. Cela doit être dit à l'éloge de la nature humaine, moins matérialiste qu'il ne peut paraître.

120. En dépit de cette différence de conception, nous sommes pleinement disposés à contribuer à l'œuvre d'aide aux différents peuples et nous accueillons avec enthousiasme la Décennie des Nations Unies pour le développement, qui peut jeter les bases permettant de satisfaire les aspirations légitimes d'une grande partie de l'humanité incapable de subvenir même à ses plus élémentaires besoins.

121. Ce que nous avons dit n'empêche pas que nous considérons comme un devoir pour les grandes puissances de répondre aux justes demandes des autres pays en vue d'une évolution politique et économique homogène sur le plan international. Aussi la délégation espagnole n'est-elle pas opposée à l'organisation de conférences ou de réunions destinées à faciliter l'entente économique et commerciale, tant qu'en restent exclues les considérations politiques contraires à nos principes fondamentaux.

122. Le représentant du Chili a pu dire très justement:

"Nous risquons de conquérir bientôt la Lune, astre mort, et de ne pas être capables de conquérir



la Terre, astre vivant. Conquérir la Terre, c'est la rendre habitable et capable de dispenser une culture et un habitat dignes de l'homme et de nourrir suffisamment les millions d'êtres humains qui manquent aujourd'hui du nécessaire." [1135ème séance.]

123. La conscience universelle peut à bon droit s'honorer de l'assistance prêtée par des peuples à d'autres qui se trouvent dans le besoin — et les Nations Unies n'ont pas peu contribué à cette réalisation —, de l'appui désintéressé offert pour aider les bénéficiaires à améliorer leur situation sur le dur chemin de la vie. Nous-mêmes avons reçu une aide économique d'autres pays — en particulier des Etats-Unis — et nous le rappelons avec reconnaissance et affection pour ceux qui nous ont soutenus au temps des difficultés.

124. Dans le préambule de la Charte, les peuples des Nations Unies se sont déclarés résolus à "instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande" et à "recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique". Dix-sept ans plus tard, le problème du développement économique est toujours un de ceux qui préoccupent le plus l'Organisation. Les progrès ont été très lents jusqu'ici. Si, depuis la création de l'Organisation, de nombreux pays ont réalisé — grâce à l'indépendance — leur développement politique, rares sont ceux qui ont réussi au cours de la période considérée à surmonter la paralysie économique. Conscients de ce fait, nous avons adopté la résolution 1710 (XVI) qui contient un programme d'action que j'ai déjà mentionné, celui de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

125. L'aide extérieure peut être dispensée par le canal de divers mécanismes — ils s'agit fondamentalement de commerce extérieur —, mais il ne faut pas la considérer comme une panacée. L'effort fondamental pour le développement doit venir des pays intéressés eux-mêmes, chacun s'imposant les sacrifices et les privations nécessaires pour mettre son économie en ordre, sans compter gagner une sorte de "gros lot" — et je parle au nom d'un pays auquel la loterie n'est pas inconnue ...

126. A ce propos, l'exemple de l'Espagne me paraît significatif. Notre pays, grâce à la rénovation de ses méthodes économiques, à l'assainissement de ses structures, à la meilleure utilisation de ses ressources, a réussi à assurer, principalement par ses propres moyens, une élévation sensible du niveau de vie de la population, la stabilisation de la monnaie et la constitution de réserves qui permettent de faire face avec confiance au vaste programme de développement que nous avons entrepris.

127. Forts de cette expérience, nous pouvons affirmer que la fixation d'un taux de change réaliste, un effort d'exportation et une rénovation des structures internes constituent des conditions indispensables pour que l'aide extérieure qu'on peut obtenir donne les résultats souhaités.

128. Il est certain que, pour que l'effort d'exportation soit couronné de succès, notamment au début quand l'économie n'est pas encore assez diversifiée, il faut que le marché international des produits de base soit stable — ce qui intéresse à peu près tous les pays — et que les exportateurs soient garantis contre les fluctuations des cours qui peuvent ruiner leurs plans. A cet égard, les accords internationaux sur des

produits de base déterminés représentent une formule utile, peut-être plus pratique qu'une conférence — idée que nous ne rejetons pourtant pas absolument — qui viserait à résoudre tous les problèmes du commerce mondial; la solution, selon nous, doit être cherchée dans les accords existants, parmi lesquels une place de premier plan revient au GATT.

129. L'Organisation des Nations Unies doit s'occuper de si nombreux problèmes qu'il est logique que nous songions à améliorer son fonctionnement et sa structure. Comme nous l'avons dit, il faut chercher à la rendre plus utile et plus efficace. Plus nous avons foi dans les principes des Nations Unies, plus nous devons nous efforcer d'assurer les perfectionnements voulus.

130. A notre avis, il convient d'apporter certaines modifications aux méthodes de travail pour que l'Organisation soit vraiment à la hauteur de la situation et en mesure d'agir conformément à la façon dont elle est actuellement constituée et qui est nettement différente de celle qui existait en 1945, année de la Conférence de San Francisco. Il semble surtout indiqué d'élargir rapidement la composition du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social pour tenir compte de l'augmentation du nombre des Etats Membres depuis quelques années.

131. En attendant que les réformes indispensables soient réalisées d'une façon constitutionnelle, ma délégation considère que nous devons utiliser ce qui existe et, à défaut de pouvoir améliorer la structure, améliorer au moins le fonctionnement de l'Organisation. A cet égard, nous estimons en général très justifiées plusieurs des suggestions faites par le Président de la session précédente, le représentant de la Tunisie, pour accélérer le travail de l'Assemblée. Pour cela, il ne convient pas seulement d'adopter des résolutions formelles; il faut aussi que tous aient présente à l'esprit, à tout moment, la nécessité d'abréger les débats, d'éviter les motions d'ordre qui ne sont pas absolument nécessaires et de réduire au minimum la durée des interventions relatives à des questions secondaires qui retiennent parfois trop l'attention de l'Assemblée au détriment de ses tâches essentielles. Ainsi pourra-t-on éviter la prolongation excessive des sessions, dont la conséquence la plus grave est que l'Assemblée perd de son importance et de son intérêt aux yeux du monde qui n'y voit plus qu'une espèce d'organe délibérant permanent.

132. Puisqu'il est question de modifications de structure, je voudrais dire quelques mots de la suggestion tendant à remplacer l'exécutif de l'Organisation par un triumvirat, comme le voudraient certains Etats Membres. Ce système, dit de la trolka, devrait même — si nous avons bien compris l'intervention du représentant de l'Union soviétique — être étendu à d'autres organes principaux, consacrant ainsi l'existence d'une véritable organisation des nations "désunies", divisées en trois blocs.

133. Notre délégation ne partage pas l'opinion du représentant de l'URSS et appuie fortement le maintien d'une seule personne à la tête du Secrétariat, unique moyen de conférer la force souhaitable à l'organe qui, par antonomase, représente le pouvoir exécutif des Nations Unies et dont le prestige dans le monde est inégalable. Nous pouvons encore moins accepter une structure instituant dans les autres organes une division en trois blocs pétrifiés, ce qui introduirait un principe d'opposition entre les uns

et les autres et exclurait toute souplesse d'adaptation aux réalités politiques de chaque instant.

134. Fort heureusement, les fonctions de secrétaire général sont actuellement exercées par une personne d'une sérénité et d'une compétence éprouvées, dont nous connaissons bien les capacités et les aptitudes politiques puisque nous avons siégé à ses côtés à l'Assemblée, et en particulier à la Première Commission où ses interventions nous ont laissé un souvenir inoubliable. Nous espérons — et nous ne manquons pas de travailler à ce résultat — que les fonctions de secrétaire général seront confiées à titre définitif à ce remarquable intérimaire, si apte à s'acquitter d'une des tâches les plus importantes au service de la paix. Nous nous réjouissons, d'ailleurs, à l'idée que la civilisation à laquelle il appartient, et qui a joué un rôle capital dans l'évolution du monde, bénéficiera de cette honorable consécration.

135. Ainsi, ayant fait certaines réserves et exprimé certaines approbations, soucieux des réalités sans perdre pour autant espoir dans l'amélioration de l'humanité et la coopération de tous les peuples, nous souhaitons voir, au cours de cette dix-septième session de l'Assemblée générale comme dans l'activité quotidienne des Nations Unies, se poursuivre une œuvre digne de la confiance de tous et de la coopération des meilleurs pour la rendre toujours plus valable et plus efficace, une œuvre méritant la bénédiction du Tout-Puissant qui ne fait jamais défaut aux nobles entreprises.

*M. Zafrulla Khan (Pakistan) reprend la présidence.*

136. M. PUPLAMPU (Ghana) [traduit de l'anglais]: Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous présenter les très chaleureuses félicitations de ma délégation pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale. Nous sommes profondément heureux que les délibérations de cette si importante session doivent se dérouler sous la conduite d'un homme d'Etat, d'un juriste et d'un diplomate aussi distingué que vous, d'une personnalité aussi renommée pour son impartialité et son sens élevé du devoir et venant d'un pays avec lequel le mien entretient des relations étroites et amicales dans le cadre de la grande communauté africano-asiatique.

137. Ma délégation trouve également un motif d'orgueil et de satisfaction dans le fait que quatre nouveaux Etats — le Rwanda, le Burundi, la Jamaïque et la Trinité et Tobago — ont accédé à l'indépendance et pris parmi les Nations Unies la place qui leur appartenait. Le Ghana a été heureux d'appuyer leur candidature à l'ONU. Nous leur souhaitons la bienvenue et nous les assurons de notre amitié et de notre soutien. Nous sommes persuadés qu'ils se conduiront de manière à consolider et à affermir leur indépendance, à venir à bout de l'immense tâche de reconstruction économique et sociale qui s'impose à eux et à contribuer effectivement à l'œuvre de l'Organisation.

138. Ma délégation se réjouit tout particulièrement aussi de la prochaine admission à l'Organisation de l'Ouganda, dont le gouvernement et le peuple du Ghana ont suivi avec une sympathie fraternelle les progrès dans la voie de l'indépendance. C'est avec une joie sans limite que nous avons salué l'accession à la souveraineté de l'Algérie, après tant d'années de luttes héroïques et de sacrifices inégaux qui nous ont toujours inspiré les plus vifs sentiments d'admi-

ration et de solidarité fraternelle. Connait-on plus noble exemple de ce qu'un peuple soumis à une domination étrangère peut faire pour surmonter des obstacles formidables quand toutes ses énergies sont tendues vers un seul but et qu'il est résolu à obtenir sa libération? Le Ghana, qui, hier, au Conseil de sécurité [1020ème séance], a appuyé la candidature de l'Algérie, sera heureux d'accueillir ici la délégation de ce pays quand elle sera reçue à l'Assemblée, lundi prochain.

139. Mon gouvernement a appris avec plaisir la récente conclusion d'un accord entre l'Indonésie et les Pays-Bas au sujet de l'Irian occidental, accord faisant disparaître un vestige du colonialisme qui représentait un danger croissant pour la paix et la sécurité internationales. Le Ghana, qui a toujours soutenu les droits légitimes de l'Indonésie, est fermement partisan du règlement pacifique des différends; aussi rend-il hommage aux parties en cause pour les efforts patients et constructifs qu'elles ont déployés, ainsi qu'au Secrétaire général par intérim et à son représentant spécial pour la part notable qu'ils ont prise à la solution du problème.

140. Les événements que je viens d'évoquer ne marquent pas seulement une étape importante du processus historique irréversible qui libérera du joug colonial les peuples assujettis; ce sont aussi de nouvelles brèches ouvertes dans le rempart du colonialisme, et le souffle de l'évolution qui prend aujourd'hui l'allure d'un cyclone s'y engouffrera pour balayer rapidement tous les obstacles qui s'opposent à la libération d'autres nations de manière à réaliser les objectifs énoncés dans la mémorable Déclaration sur l'accroissement de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Ces progrès ne peuvent en outre que favoriser le développement de la coopération pacifique entre les Etats sur la base de l'égalité et du maintien de la paix internationale.

141. Cette constatation ne doit pas nous faire oublier que de sérieux efforts sont encore nécessaires pour que tous les peuples asservis parviennent à la liberté et à l'indépendance complètes. Il faut reconnaître que la domination coloniale s'exerce encore sur de nombreux territoires dans lesquels la décolonisation n'a même pas commencé ou ne procède qu'avec une regrettable lenteur. Ce n'est certainement pas ce qu'envisageait l'Assemblée générale quand, par sa résolution 1514 (XV), elle a solennellement proclamé la nécessité de mettre rapidement fin au colonialisme sous toutes ses formes. Ce n'est certainement pas ce qu'elle envisageait quand elle a demandé que des mesures immédiates soient prises pour transférer tous pouvoirs aux peuples des territoires non autonomes.

142. Les exemples abondent, malheureusement. En Rhodésie du Sud, la situation est devenue plus explosive que jamais. Aucun compte n'a été tenu de la résolution de l'Assemblée à ce sujet [résolution 1747 (XVI)]. Au contraire, on a adopté une nouvelle série de dispositions législatives répressives et l'on a interdit les activités nationalistes. Le Royaume-Uni paraît répugner à exercer ses pouvoirs constitutionnels pour arrêter ce mouvement qui ne peut que compromettre gravement les possibilités de coopération entre les races dans le territoire. Il faut réagir.

143. Pour éviter un conflit analogue à celui qui a désolé l'Algérie, le Royaume-Uni doit entreprendre d'urgence, par la méthode britannique normale de consultations avec tous les groupes politiques, une

revision des structures actuelles en vue d'élaborer une nouvelle constitution fondée sur le suffrage universel des adultes et la restauration immédiate de toutes les libertés politiques et civiles, ainsi que d'assurer l'accès au territoire à l'indépendance dans le plus bref délai. De même, il convient de dissoudre la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, jugée indésirable et impraticable par la majorité, et de laisser au territoire le soin, une fois l'indépendance obtenue, de décider lui-même des relations d'association et de coopération qu'il entretiendra avec ses voisins.

144. En Rhodésie du Nord, aussi, subsistent des éléments caractéristiques du colonialisme classique. La Constitution a été modifiée sans tenir compte des vœux de la majorité de la population; il n'y a pas de suffrage universel; les libertés politiques et civiles fondamentales ne sont pas assurées et tout l'édifice repose sur la théorie de la suprématie des blancs. Bien que, dans un louable esprit de conciliation, les dirigeants nationalistes aient accepté de participer, sous certaines conditions, aux prochaines élections, le seul moyen d'arriver à une solution durable et de garantir une coopération pacifique entre les races est de prendre immédiatement des mesures pour instituer le suffrage universel et égal et transférer tous pouvoirs à la population autochtone dans une atmosphère purifiée par le rétablissement de toutes les libertés et la suppression de toute coercition de la part des autorités de la Fédération.

145. Les sujets d'inquiétude sont moins graves au Nyassaland, mais on y relève encore de déplorables survivances antidémocratiques telles que le suffrage restreint et le caractère non représentatif de l'assemblée législative. Il faut donner satisfaction à la demande d'indépendance immédiate que formulent les partis politiques.

146. De même, dans les territoires du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Souaziland, où le système constitutionnel en vigueur laisse à désirer, on ne doit pas attendre pour organiser des élections libres au suffrage universel. Il convient, d'autre part, de ne rien négliger pour empêcher l'annexion de ces territoires par l'Afrique du Sud dont les protestations à cet égard ne peuvent être prises pour argent comptant.

147. En fait, les problèmes qui se posent actuellement en Afrique centrale doivent être considérés comme autant d'aspects du problème plus vaste qui intéresse l'ensemble de l'Afrique australe. Qui pourrait voir sans alarme se constituer, comme on le voit depuis près d'un an, une alliance militaire et politique néfaste et lourde de conséquences entre les gouvernements blancs de la Rhodésie du Sud, de l'Afrique du Sud, du Portugal et de la province du Katanga, qui s'unissent pour bloquer le progrès des Africains et maintenir la suprématie des blancs?

148. Dans le cas du Portugal, nous avons affaire à un Etat qui continue à refuser d'admettre la compétence des Nations Unies en ce qui concerne les affaires des territoires non autonomes administrés par lui et le droit de ces territoires à l'autonomie et à l'indépendance. Il a réagi aux résolutions de l'Assemblée en présentant des arguments non pertinents et une version déformée des faits, ainsi qu'en renforçant son système de répression et d'oppression avec l'aide indirecte de l'Afrique du Sud, de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland et de certains membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord. Sans doute a-t-il cherché à se dérober aux

critiques en adoptant de prétendues réformes et modifications législatives, mais on voit de plus en plus qu'il s'agit d'un simple décor qui ne peut améliorer en quoi que ce soit l'effroyable situation économique et sociale qui règne dans les territoires en question. Récemment, une commission d'enquête constituée par l'Organisation internationale du Travail sur l'initiative du Ghana a constaté que le travail forcé existait toujours en Angola et dans d'autres territoires portugais<sup>2/</sup>.

149. Il est donc hors de doute qu'étant donné l'opposition des Africains ce qui se passe dans ces territoires continue à représenter une menace pour la paix et la sécurité internationales; si l'on veut parvenir à une solution pacifique avant qu'il ne soit trop tard, il faut exercer sur le Portugal toutes les pressions possibles, en appliquant au besoin des sanctions diplomatiques et économiques, pour l'amener à accorder immédiatement leur indépendance aux territoires portugais d'Afrique.

150. Passons à l'Afrique du Sud, qui s'emploie depuis si longtemps à déjouer les efforts que déploie l'Organisation pour s'acquitter de ses fonctions légitimes de surveillance sur le Sud-Ouest africain. Ce pays résiste toujours à toutes les tentatives faites pour mettre fin à une politique contraire à la Charte des Nations Unies, au Mandat de la Société des Nations et aux exigences de la conscience universelle. L'Assemblée pourra-t-elle, cette fois encore, se contenter d'une déclaration alors que le pernicieux système de l'apartheid continue d'être appliqué et qu'il se traduit non seulement par la ségrégation, la discrimination et le déni de droits fondamentaux de l'homme, mais aussi par la subordination totale à une faible minorité européenne de la population autochtone, traitée dans son propre pays comme un groupe de parias, source de main-d'œuvre à bon marché, auxquels on refuse même la consolation de l'instruction? Il n'est pas besoin d'autre preuve de l'inaptitude manifeste de l'Afrique du Sud à administrer ce territoire. De l'avis de ma délégation, il importe d'agir immédiatement pour transférer effectivement tous pouvoirs à la population et pour lui assurer, grâce à la présence des Nations Unies, une assistance suffisamment importante pour lui permettre de conserver son indépendance.

151. Non content de la brutalité actuelle du régime d'apartheid, le Gouvernement sud-africain a promulgué récemment une législation encore plus sauvagement draconienne; la loi dite Sabotage Law vise, en prévoyant des sanctions incroyablement sévères, à réduire au silence tous ceux qui voudraient critiquer le régime et à éliminer tous les éléments aspirant à des réformes politiques, économiques ou sociales. L'accent est mis de plus en plus sur la répression, comme le montre l'accroissement du budget militaire qui a triplé en trois ans; on a même pris des mesures pour empêcher les réfugiés politiques de chercher asile dans des pays voisins ou de revenir. Pour perpétuer la domination des blancs, on incite des colons européens à venir s'installer en Afrique du Sud; dans la même intention, on a récemment annoncé le prochain octroi d'une prétendue autonomie interne à la communauté Xhosa dans le Transkei, ce qui fait bien ressortir la profonde duplicité des autorités. L'Assemblée manquerait à son devoir si elle ne condamnait pas énergiquement ces agissements et

<sup>2/</sup> Voir Bureau international du Travail, Bulletin officiel, vol. XLV, No. 2, Supplément II, avril 1962.

ne recourait pas à tous les moyens possibles pour assurer dans ce pays le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales conformément à la Charte.

152. Si je me suis quelque peu étendu sur ces manifestations classiques du colonialisme, je n'en oublie pas pour autant la nouvelle stratégie qu'il emploie depuis peu. Résignés à l'indépendance officielle des territoires libérés, les néo-colonialistes s'efforcent de défendre leurs intérêts et de maintenir leur hégémonie politique, économique et technique au moyen d'une série d'accords économiques, idéologiques et militaires. Aussi convient-il de lutter contre toutes les formes de colonialisme pour que l'indépendance ne soit pas purement nominale, mais véritable et complète. Le Gouvernement du Ghana considère que les puissances coloniales doivent renoncer immédiatement à toute domination en Afrique et que d'ici un an tous les territoires encore non autonomes du continent doivent être totalement libres.

153. Un exemple précis nous est fourni par le Congo (Léopoldville). La tragédie dont souffre ce pays est due pour une bonne part à l'ingérence flagrante dans ses affaires intérieures de monopoles internationaux puissants avec l'assentiment de certains gouvernements. Sans l'appui et l'encouragement de ces éléments, la tentative de sécession du Katanga serait terminée depuis longtemps. C'est pourquoi mon gouvernement a toujours soutenu qu'une solution conforme aux intérêts du peuple congolais ne peut reposer que sur le maintien de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays et sur l'élimination des mercenaires et de toutes les formes d'ingérence étrangère. Aussi a-t-il accueilli favorablement les propositions du Secrétaire général par intérim tendant à faire prendre conscience aux autorités katan-gaises des réalités de la situation et à mettre fin à la tentative de sécession. Toutefois, si nous approuvons ces propositions, ce serait manquer de franchise que de ne pas préciser qu'à notre avis elles ne vont pas assez loin et correspondent à une interprétation indûment restrictive du mandat contenu dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Compte tenu de ces considérations et dans un esprit de solidarité fraternelle, le Président du Ghana a récemment adressé au Premier Ministre du Congo un appel l'engageant à s'opposer à toute modification constitutionnelle qui constituerait un obstacle permanent à l'unité du Congo, nuirait à la stabilité et au progrès et favoriserait la balkanisation de l'Afrique, antithèse de l'unité africaine.

154. Si le gouvernement et le peuple du Ghana se préoccupent tant de l'unité africaine, c'est que seule elle conférera la force suffisante pour résister aux desseins impérialistes et néo-colonialistes; seule elle permettra de mobiliser et de coordonner toutes les énergies africaines pour l'énorme tâche de reconstruction économique et sociale qui nous attend. Il est inutile de souligner que, pour nous, cette unité ne se conçoit que sous la forme d'une coopération libre, égale et fraternelle dans tous les domaines et poussée le plus loin possible, sans aucune direction imposée, aussi valable qu'elle puisse être.

155. Nous désirons une coordination économique d'ensemble à l'échelle du continent, sans quoi les pays africains resteraient perpétuellement confinés dans le rôle de producteurs de matières premières. De même, afin d'assurer notre sécurité, d'éviter les com-

promissions militaires avec des puissances extérieures qui ne font qu'ouvrir la porte au néo-colonialisme et d'empêcher tout gaspillage de ressources nationales dans l'édification d'appareils militaires, nous souhaitons que les pays africains concluent des accords de défense mutuelle. En outre, pour orienter convenablement cette évolution et étant donné notre histoire commune et l'identité de nos aspirations, il serait bon de chercher à harmoniser nos politiques étrangères.

156. De telles réalisations ne sont pas seulement ardemment souhaitées par le gouvernement et le peuple du Ghana, elles sont aussi généralement admises par la communauté internationale, comme l'atteste la Charte. Cependant, nos vœux risqueront de rester platoniques tant que la paix universelle ne sera pas assurée de façon durable et qu'une de ses conditions préalables, le désarmement général et complet, ne pourra pas être remplie.

157. Malheureusement, les efforts inlassables du Comité des 18 puissances sur le désarmement n'ont encore amené aucun progrès réel. Sans doute quelques résultats limités ont-ils été obtenus; il y a eu accord unanime sur un texte fondamental, la "Déclaration commune sur les principes convenus pour les négociations relatives au désarmement"<sup>3/</sup>, ainsi que sur la majeure partie d'un projet de préambule de traité. D'autre part, les délégations aux négociations de Genève des pays non alignés — auxquels nous nous plaisons à rendre un chaleureux hommage — ont pu s'entendre sur la présentation d'un mémorandum commun<sup>4/</sup> qui constitue un effort constructif pour sortir de l'impasse en ce qui concerne les essais nucléaires. Néanmoins, le manque de confiance entre les grandes puissances, leur attachement à des positions rigides inspirées de considérations idéologiques et politiques ou d'un souci exagéré de sécurité ont empêché tout progrès réel, notamment à cause de divergences de vues sur le désarmement "équilibré" et le contrôle international. Pendant ce temps, la mise au point et le stockage des plus horribles engins de destruction massive se poursuivent sans retenue.

158. Le seul élément consolant de la situation réside dans l'apport constructif des pays non alignés à Genève et, ce qui est tout aussi important, dans la force de l'opinion publique mondiale dont la révolte contre l'intensification de la course aux armements a pris des proportions significatives. Pour aider à mobiliser cette opinion mondiale et à lui donner tout le poids voulu, le Président du Ghana a préconisé et organisé une conférence non gouvernementale en vue de chercher par de nouvelles voies une solution pratique aux tensions internationales et aux problèmes à cause desquels nous sommes menacés d'une guerre nucléaire. Le succès de cette conférence sur "Le monde sans la bombe", qui s'est tenue à Accra en juin 1962 et a rassemblé plus d'une centaine de personnalités indépendantes hautement qualifiées, a dépassé les prévisions les plus optimistes. Ma délégation en recommande les conclusions à l'attention de l'Assemblée; ces conclusions seront, d'ailleurs, exposées en détail à la Première Commission.

<sup>3/</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Annexes, point 19 de l'ordre du jour, document A/4879.

<sup>4/</sup> Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément pour la période allant de janvier 1961 à décembre 1962, document DC/203, annexe 1, sect. J.



59. Je me bornerai pour l'instant à dire que ma délégation appuiera toute tentative honnête et sincère faite au cours de la présente session pour sortir de l'impasse qui existe — avant tout au sujet de la cessation des essais nucléaires — compte tenu des idées exprimées à Genève par les nations non alignées, de l'entente déjà réalisée et des conceptions et conclusions qui ont recueilli l'agrément du gros de l'opinion publique mondiale. D'autre part, nous appuierons toute initiative indépendante des manœuvres de la terre froide qui visera à la création de zones "dénucléarisées". Un premier pas encore modeste a été fait dans cette voie l'an dernier pour l'Afrique lors de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 1652 (XVI), que ma délégation s'honore d'avoir présentée. Nous nous montrerons également favorables à tout effort en vue de prévenir une plus large diffusion des armes nucléaires et d'assurer l'utilisation à des fins pacifiques de l'espace extratmosphérique.

60. Le désarmement contribuera d'autant plus à l'instauration d'une paix universelle durable qu'il aura à toute l'humanité d'immenses avantages économiques et sociaux. Les conclusions du document des Nations Unies relatif aux conséquences économiques du désarmement<sup>5/</sup> et celles qui ressortent d'autres études objectives sur la question donnent une idée impressionnante de l'ampleur des ressources qui peuvent aisément être employées à des fins civiles et non plus militaires. Pour aider les pays en voie de développement à faire disparaître la faim, la maladie, l'analphabétisme et la misère.

61. Cependant, l'éradication de la faim, de la maladie, de l'analphabétisme et de la misère ne peut pas ne doit pas être subordonnée à la réalisation préalable du désarmement, car ces maux contribuent eux-mêmes à entretenir la tension internationale et constituent une menace pour la paix. Comme le secrétaire général par intérim l'a souligné à plusieurs reprises, la division du monde entre un tiers de pays riches et deux tiers de pays pauvres est beaucoup plus grave et, en fin de compte, beaucoup plus redoutable que la division du monde sur le plan idéologique. Au lieu de se combler, le fossé s'élargit progressivement; en effet, non seulement le rythme de l'accroissement démographique est supérieur à celui de l'essor économique dans les pays en voie de développement, mais encore, d'après des estimations dignes de foi, ces pays perdent, du fait des fluctuations des prix des produits de base, à peu près deux fois ce qu'ils gagnent grâce à l'aide extérieure. La situation est encore aggravée par les groupements de groupements économiques régionaux à caractère restrictif et discriminatoire, dont la Communauté économique européenne fournit l'exemple le plus voyant, et par l'application d'un regrettable système de règlements qui fait utiliser les monnaies nationales comme moyens internationaux de paiement.

62. La gravité de ces problèmes est apparue avec évidence à propos de la Décennie des Nations Unies pour le développement; cette entreprise souligne la nécessité d'une action et d'une coopération internationales pour accomplir certaines tâches correspondant aux objectifs minimums de développement économique et social acceptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 1710 (XVI). La réalisation

de ces tâches paraît fort compromise si les pays avancés n'accroissent pas leur commerce avec les pays en voie de développement et ne leur prêtent pas plus d'assistance et si la coopération internationale ne joue pas dans des conditions d'égalité et de non-discrimination.

163. On s'est efforcé à cette tribune de peindre sous des couleurs riantes le Marché commun européen et les avantages qu'en retireraient les pays associés d'Afrique et des Antilles. La délégation du Ghana n'est nullement impressionnée par ces arguments et ces promesses qui ne tendent qu'à miner, lentement mais sûrement, l'indépendance péniblement acquise des pays en voie de développement. Lors de la récente Conférence des premiers ministres du Commonwealth, le Ghana — et il n'a pas été le seul à le faire — a déclaré qu'il appartenait au Royaume-Uni de décider de sa participation éventuelle au Marché commun, mais que le Ghana, pour sa part, ne consentirait jamais à s'associer à un Marché commun élargi et à demeurer un producteur de matières premières pour l'Europe en échange de produits industriels coûteux.

164. Ces préoccupations ont été exprimées à la Conférence sur les problèmes de développement économique qui s'est tenue au Caire en juillet 1962 et que mon gouvernement a patronnée. Dans la Déclaration des pays en voie de développement, adoptée à cette conférence [A/5162], on a souligné la nécessité d'une mobilisation planifiée et systématique des ressources nationales, on a manifesté l'appréhension que les groupements économiques régionaux n'affectent "d'une manière défavorable les intérêts des économies en voie de développement, s'ils sont conçus et opérés d'une manière restrictive et discriminatoire", mais on a affirmé que "les problèmes économiques et sociaux des pays en voie de développement pourraient être résolus effectivement dans une période raisonnablement courte par un effort commun sur les plans national et international, dans le cadre de la Charte des Nations Unies et de la coopération et l'assistance internationales".

165. La Conférence a noté l'utilité d'une expansion du commerce entre les pays en voie de développement, mais a précisé que les échanges devraient se développer sur une base d'égalité et qu'une action devrait être entreprise pour réduire au minimum les conséquences que les associations économiques de pays industriels peuvent avoir sur la vie économique des pays en voie de développement. Elle a demandé que des mesures positives soient prises dans le cadre des Nations Unies en vue de stabiliser les marchés internationaux des produits de base, que le GATT agisse énergiquement pour améliorer les perspectives d'exportation des pays en voie de développement, que le Fonds monétaire international envisage des moyens permettant de mieux équilibrer la balance des paiements des pays en voie de développement, que l'assistance technique internationale, en particulier celle qui est fournie par les Nations Unies, s'intensifie, et que le financement international augmente et soit assuré, dans la plus large proportion possible, par le Fonds d'équipement envisagé.

166. Nous avons là une sorte de charte des pays en voie de développement, dont l'adoption ne peut que servir notablement les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement. L'intérêt que la Conférence a pris à ces objectifs ressort de la proposition qu'elle a faite de convoquer au début

<sup>5/</sup> Conséquences économiques et sociales du désarmement (publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.XI.1).

de l'an prochain une conférence économique mondiale qui s'occupe de toutes les questions vitales intéressant les échanges internationaux, le commerce des produits de base et les relations économiques entre pays développés et pays en voie de développement. Pour donner effet à la résolution proclamée dans la Charte des Nations Unies de "favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande" il faut que tous les pays, développés ou non, entreprennent avec sincérité, volonté et ténacité, dans le cadre des Nations Unies, une action visant à mettre en œuvre le programme constructif et cohérent de la Décennie pour le développement.

167. Les conditions paraissent aujourd'hui moins précaires et moins dangereuses que l'an dernier à pareille époque et certains événements de caractère positif permettent quelques espoirs pour l'avenir; néanmoins, les tensions internationales se sont intensifiées au cours de ces derniers mois. L'opposition entre grandes puissances est devenue plus aiguë; le duel est plus serré.

168. Un des principaux points de friction a été Cuba, dont les mauvaises relations avec les Etats-Unis constituent l'un des plus déplorable éléments de la situation actuelle. Nous avons à plusieurs reprises, dans divers organes des Nations Unies, exprimé notre opinion à ce sujet. Nous aurions donc souhaité ne pas en parler cette fois; malheureusement, l'affaire a pris des proportions dangereuses. Les déclarations faites dans les capitales des deux principales puissances mondiales donnent le frisson à l'idée que Cuba, comme Berlin, pourrait provoquer une guerre nucléaire si des mesures n'étaient prises pour améliorer l'état de choses existant.

169. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, nous estimons qu'il s'agit essentiellement, en l'occurrence, de la coexistence pacifique de deux Etats ayant des systèmes politiques, économiques et sociaux différents. La position de mon gouvernement telle qu'elle a été exposée à la seizième session, lors du débat sur Cuba [Première Commission, 1238ème séance] peut se résumer comme suit:

"Nous tenons également à ce que soient respectés les principes de la non-intervention et de l'égalité des droits en matière de relations internationales. Nous sommes en faveur du règlement pacifique des controverses internationales, seule façon de surmonter les tensions et d'assurer une paix durable et stable. Cette position découle directement non seulement des principes généralement acceptés du droit international, mais également de la Charte des Nations Unies."

170. Nous ne sommes pas ici pour déterminer les responsabilités des uns et des autres dans cette malencontreuse situation; nous pensons toujours que les difficultés présentes se résoudront mieux dans une atmosphère de paix et de tranquillité que dans un climat de cliquetis d'armes et de menaces. C'est pourquoi nous demandons instamment aux Etats-Unis et à l'Union soviétique de s'abstenir de tout acte qui puisse aggraver les choses. Nous espérons aussi sincèrement que le Gouvernement cubain, sans préjudice de ses droits souverains, évitera toute mesure ou toute prise de position que ses voisins pourraient légitimement considérer comme une provocation. Ce qu'il faut, c'est que le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement cubain entreprennent, dans le

respect mutuel des droits souverains des deux pays, des négociations en vue de régler tous les problèmes qui se posent.

171. Un autre point névralgique dans le monde d'aujourd'hui est Berlin, qui continue à constituer pour mon gouvernement un grave sujet de préoccupation. Les pourparlers qui se sont poursuivis pendant des mois n'ont donné aucun résultat positif et la situation semble même plus alarmante que jamais. Ne serait-il pas grand temps que les puissances intéressées fassent un effort suprême pour instaurer une atmosphère plus favorable caractérisée par une diminution de la méfiance et de la mauvaise volonté réciproques qui ont marqué jusqu'ici leurs initiatives et leurs réactions à cet égard? Si une telle atmosphère pouvait être créée — et les Nations Unies pourraient jouer ici un rôle utile —, ma délégation est persuadée qu'on arriverait à une solution, ou tout au moins à une amélioration, compte tenu non seulement des réalités et des intérêts en cause, mais encore des aspirations de la population elle-même.

172. En ce qui concerne le Moyen-Orient, je rappellerai ce qu'a dit le Président du Ghana à la quinzième session de l'Assemblée générale:

"Il me semble que le temps est venu de faire un suprême effort international pour réduire la fiévreuse tension de cette partie du monde et je propose que l'Organisation des Nations Unies invite d'urgence les différents Etats du Moyen-Orient à apporter à ces problèmes une solution juste et permanente." [869ème séance, par. 83.]

173. Après avoir ainsi exprimé l'inquiétude que lui causaient le brûlant problème des relations entre Israël et les Etats arabes ainsi que la gravité continue de la situation au Moyen-Orient, il a conclu comme suit:

"C'est un des problèmes les plus épineux qui se posent aux Nations Unies; si l'on n'y trouve pas une solution permanente et réaliste, il risquera de dégénérer en conflit armé. Il faut reconnaître les réalités politiques du Moyen-Orient si l'on veut résoudre les problèmes qui se posent dans cette région du monde. C'est pourquoi je propose de créer un comité chargé d'étudier et d'élaborer un mécanisme qui empêche à la fois Israël d'attaquer aucun de ses voisins arabes et les Etats arabes d'attaquer Israël, et aussi d'arriver à un accord destiné à tenir le Moyen-Orient à l'écart de la guerre froide." [Ibid., par. 85.]

174. Ma délégation estime — et elle n'a jamais varié sur ce point — qu'on pourra difficilement progresser vers une solution permanente et réaliste si l'on ne part pas d'une acceptation sans réserve du paragraphe 1 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale. Aussi la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine devrait-elle, avec la coopération des parties intéressées, redoubler d'efforts pour faire appliquer les dispositions en question, compte tenu du programme énoncé au paragraphe 2 de la résolution 513 (VI) de l'Assemblée générale pour la réintégration des réfugiés, soit par le rapatriement, soit par la réinstallation. Lorsque la réinstallation est la seule formule satisfaisante, Israël doit être prêt à absorber un maximum de réfugiés, les Etats arabes s'employant à assimiler les autres ou à leur octroyer des zones où ils puissent s'installer et gérer leurs propres affaires avec l'autonomie souhaitable. En fin de compte — mais c'est

peut-être trop espérer — on pourrait atteindre un stade où il serait possible d'instituer un régime analogue à celui de l'Autriche ou du Laos, avec des garanties excluant toute crainte d'extermination ou d'expansionnisme, de la part des uns ou des autres.

175. Je ne terminerai pas mon exposé sans réaffirmer la grande importance que mon gouvernement attache à l'action des Nations Unies. Nous voyons dans l'Organisation non seulement un instrument permettant de résoudre les conflits d'intérêts, mais encore un moyen d'assurer une coopération internationale plus efficace et plus constructive en vue de la réalisation des principes et des objectifs de la Charte.

176. Il n'en est pas moins certain que, étant donné l'augmentation du nombre des Membres, l'élargissement des activités, l'expérience acquise et l'évolution des conditions internationales, la structure de l'Organisation doit être révisée pour être rendue plus conforme à ses buts. Il apparaît nécessaire, par exemple, de modifier la composition des principaux organes, notamment du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social, pour tenir compte de l'importance croissante de l'Afrique et de l'Asie dans l'Organisation. Il est souhaitable aussi d'étudier les procédures, méthodes et compétences de l'Assemblée et du Conseil de sécurité en vue de procéder aux réformes que suggèrent l'expérience, l'évolution des besoins et les exigences de la situation internationale actuelle. En ce qui concerne le Secrétariat, il importe d'accélérer la mise en œuvre du principe de la répartition géographique équitable; à l'échelon supérieur, on pourrait utiliser davantage le Cabinet de huit personnes que le Secrétaire général par intérim a établi aux fins de consultations constantes, laissant ainsi intactes les prérogatives attribuées par la Charte au Secrétaire général.

177. Le Ghana estime que le Secrétaire général par intérim, U Thant, a montré d'éminentes qualités dans l'accomplissement de ses fonctions et mérite le plein appui de tous dans les années qui viennent.

178. Il faut régler rapidement la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies. Nous considérons que la République populaire de Chine, avec ses vastes ressources humaines, économiques, scientifiques et techniques, peut apporter une contribution appréciable à l'œuvre de l'Organisation. Il ne convient plus que les passions, les mouvements oratoires et la rhétorique masquent le véritable problème en jeu. Le caractère et la composition du Gouvernement de la République populaire n'ont rien à voir ici; il exerce effectivement son autorité sur la Chine et est capable d'utiliser ses ressources et de guider son peuple de façon à s'acquitter des obligations énoncées dans la Charte des Nations Unies. Il a donc le droit d'être représenté à l'Organisation, comme tout autre gouvernement d'Etat Membre, tant qu'il n'est pas exclu dans les conditions prévues par les dispositions pertinentes de la Charte.

179. Pour que l'Organisation puisse jouer un rôle de plus en plus important dans le maintien de la paix et le développement de la coopération internationale, elle doit bénéficier du soutien actif et positif de tous les Etats Membres. C'est dans cet esprit que nous avons accepté le récent avis consultatif de la Cour internationale de Justice<sup>6/</sup> sur les dépenses des

opérations entreprises pour le maintien de la paix, comme celles de la FUNU au Moyen-Orient et de l'Opération des Nations Unies au Congo. Cependant, comme plusieurs autres Membres, nous pensons que la question de la répartition des dépenses, sur laquelle la Cour internationale ne s'est pas prononcée, demande de plus amples études afin que soient dûment prises en considération les responsabilités des membres permanents du Conseil de sécurité et celles des pays auxquels est due la situation qui a motivé les dépenses, ainsi que l'incapacité relative de paiement des pays en voie de développement. Sans le soutien actif indispensable sur ce plan et sur d'autres, le développement et l'essor de l'Organisation seront retardés et ses possibilités d'action compromises.

180. Conjuguons nos efforts pour préserver la paix et faire de l'Organisation des Nations Unies un instrument efficace de maintien de la concorde et de l'harmonie internationales.

181. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Je donne la parole au représentant du Cambodge, qui désire faire usage de son droit de réponse.

182. M. HUOT SAMBATH (Cambodge): Contraint et forcé par l'intervention du représentant de la Thaïlande et sollicitant votre indulgence et celle de l'Assemblée, j'ai demandé à exercer mon droit de réponse. Devant l'attitude prise par le représentant de la Thaïlande, aucune nation digne de ce nom ne peut rester silencieuse et c'est avec la conscience de remplir mon devoir envers mon pays, envers cette assemblée et envers notre vénéré chef d'Etat, que j'ai demandé la parole. Pour ne pas entraver la bonne marche des débats, je tâcherai d'être bref et me limiterai seulement à trois points.

183. Le premier point sur lequel je me permets d'attirer l'attention des représentants est que, tandis que la délégation cambodgienne s'est toujours strictement confinée, au cours de ses interventions, à des faits pouvant être vérifiés, le représentant de la Thaïlande continue à exprimer des opinions personnelles, tendancieuses et à formuler des accusations vagues et sans fondement. Le représentant thaïlandais dit par exemple, citant une dépêche de l'agence Reuter, que notre chef d'Etat aurait déclaré qu'il demanderait à ses enfants "d'aller ... tuer [les Thaïlandais] afin de les empêcher d'exister sur le plan international" [1141ème séance, par. 13]. Je tiens à affirmer solennellement que le chef de l'Etat cambodgien n'a jamais tenu de propos aussi ridicules. En vérité, le prince Norodom Sihanouk a dit, parlant de Préah Vihear, que, si les Thaïlandais ignoraient le jugement de la Cour internationale de Justice restituant le temple de Préah Vihear au Cambodge<sup>7/</sup>, ils violeraient la Charte des Nations Unies et deviendraient "moralement morts".

184. Le représentant de la Thaïlande a également déclaré:

"On a également prétendu que c'était à cause de la décision de la Cour que la Thaïlande n'assistait plus aux réunions de l'OTASE et était absente de la Conférence de Genève pour le règlement de la question du Laos." [Ibid., par. 9.]

C'est là un exemple typique de la manière dont la délégation thaïlandaise déforme mes paroles, car j'ai dit exactement, lors de mon intervention du

<sup>6/</sup> Certaines dépenses des Nations Unies (Article 17, paragraphe 2, de la Charte), avis consultatif du 20 juillet 1962: C.I.J., Recueil 1962, p. 151.

<sup>7/</sup> Affaire du temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande), fond, arrêt du 15 juin 1962: C.I.J., Recueil 1962, p. 6.

2 octobre, que le Gouvernement thaïlandais avait montré des "vellétés de refus de participer aux réunions de l'OTASE et de la Conférence de Genève sur le Laos" [1139<sup>ème</sup> séance, par. 12.]

185. Pour nous, il existe une nuance entre "refus" et "vellétés de refus". Le représentant thaïlandais a essayé d'ailleurs, avec maladresse, de se justifier en disant lui-même:

"Il serait vraiment inouï qu'une nation souveraine doive s'expliquer devant l'Assemblée sur les raisons pour lesquelles elle était absente de telle conférence à une date donnée." [1141<sup>ème</sup> séance, par. 9.]

186. Un autre exemple nous est fourni lorsque le représentant de la Thaïlande, à court d'arguments, parle de ce qu'il appelle "la mythomanie traditionnelle propre à la pensée politique cambodgienne" (*ibid.*, par. 14).

187. Etant donné les faits que j'ai exposés avec calme et objectivité pour expliquer les difficultés de nos relations avec la Thaïlande, point n'est besoin d'être sorcier pour voir, dans l'attitude malveillante de la Thaïlande à l'égard de mon pays, les causes des troubles passés et présents.

188. Le deuxième point qui revêt à nos yeux une gravité exceptionnelle se rapporte à l'affirmation grotesque faite par le représentant thaïlandais, selon laquelle les provinces rétrocédées au Cambodge par l'accord signé à Washington en 1946 "faisaient de temps immémorial partie de la Thaïlande" (*ibid.*, par. 10).

189. S'il faut remonter aux temps immémoriaux, tout le monde sait — et l'histoire est là pour le prouver — que bien des provinces thaïlandaises faisaient partie de l'empire khmer. Le traité de 1907, qui a rétrocédé au Cambodge les provinces en question, a été négocié et librement signé par le Siam et par la France au nom du Cambodge. On ne voit pas pourquoi le représentant thaïlandais a dit qu'en 1907 "la Thaïlande a été contrainte de les céder à une puissance coloniale", puisqu'il prétend plus loin: "... bien qu'à la différence du Cambodge nous ayons toujours réussi à sauvegarder notre indépendance politique et notre souveraineté" (*ibid.*, par. 10). On ne saurait mieux manier l'art de la contradiction, et le représentant thaïlandais nous donne ici une éclatante confirmation de la souplesse

et de l'opportunisme de son pays en politique internationale.

190. De même, l'accord de Washington de 1946 a été librement négocié et signé par la Thaïlande. Cet accord consacre juridiquement la restitution définitive de ces provinces au Cambodge. En dépit de ce traité international, le représentant de la Thaïlande continue à faire des déclarations ambiguës dans le genre de celle-ci: "Il semble donc bien que ce soit la Thaïlande et non le Cambodge qui ait dû céder son territoire..." (*ibid.*, par. 10.) Nous avons là une preuve supplémentaire que la Thaïlande nourrit toujours des visées impérialistes contre le Cambodge.

191. Le troisième point a trait à une question très grave du point de vue des relations internationales entre les Etats. Je veux dire que le représentant thaïlandais s'est livré délibérément à une attaque personnelle contre le chef de l'Etat cambodgien. C'est là, à mon avis, un procédé intolérable et peu digne d'une nation qui se respecte. Le représentant de la Thaïlande a montré au monde qu'il viole la règle d'or voulant que, dans les délibérations au sein de cette assemblée, les orateurs s'abstiennent de se livrer à des attaques personnelles, surtout lorsque ces attaques sont dirigées contre la personne même du chef de l'Etat.

192. Au nom de mon pays, je proteste avec la plus grande vigueur contre le procédé utilisé par le représentant thaïlandais. Lorsque ma délégation a fait allusion au chef de l'Etat ou au chef du Gouvernement thaïlandais, elle l'a fait dans des termes dignes et conformes aux règles du savoir-vivre international. Le représentant thaïlandais, lui, avec une brutalité sans précédent dans les annales de cette organisation, a dit: "... Il semble bien au contraire que le Cambodge y excelle [dans l'art du chantage]. Le prince Norodom Sihanouk semble être lui-même une autorité en la matière..." (*ibid.*, par. 12.)

193. Je prends à témoin cette assemblée et, m'abstenant d'utiliser un procédé aussi peu digne, je la laisse juge de cette attitude inqualifiable du représentant de la Thaïlande, lui en laissant toute la responsabilité.

194. C'est ce genre de procédé et d'attitude qui explique en partie pourquoi il est difficile pour mon pays d'avoir des relations normales avec la Thaïlande.

*La séance est levée à 13 h 20.*